

Libby Schweber, *Disciplining statistics : Demography and vital statistics in France and England, 1830-1885*
Durham, Duke University Press, 2006, 277 p.

Luc Berlivet

DANS **ANNALES. HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES** 2010/5 65e année , PAGES XVIII À XVIII
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'EHESS**

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713222436

Date de mise en ligne : 26/11/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-annales-2010-5-page-XVIII?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

William Chester Jordan

Unceasing strife, unending fear: Jacques de Thérines and the freedom of the church in the age of the last Capetians

Princeton, Princeton University Press, 2005, xi-154 p.

A tale of two monasteries: Westminster and Saint-Denis in the thirteenth century

Princeton, Princeton University Press, 2009, xviii-245 p.

Les médiévistes ont beaucoup travaillé la notion d'exemption monastique, surtout depuis que le premier livre de Jean-François Lemarignier, paru en 1937¹, a précisé la nature de ce privilège qui accordait à un monastère l'indépendance par rapport à l'évêque du lieu, en lui donnant, comme unique souverain religieux, le pontife romain. J.-F. Lemarignier avait préalablement distingué l'exemption du privilège de juridiction, qui permet au couvent de gérer des paroisses. Bien entendu, les aspects fiscaux, judiciaires et fonciers étaient profondément intriqués dans les deux privilèges. De cette façon, cet auteur a historicisé fortement la notion en la séparant de la nébuleuse complexe des *immunités* ou *libertés*. C'est toujours J.-F. Lemarignier qui a repéré le caractère fondateur des fameuses chartes de Cluny (998-999)². L'exemption, qui n'est nommée ainsi que depuis le milieu du XII^e siècle, suit le cours d'une histoire socio-politique; pour J.-F. Lemarignier, elle devient un modèle de structure féodale, tout en constituant une des occurrences de la réforme grégorienne. La fonction féodale de l'exemption aux XI^e et XII^e siècles demeura fort discutée.

Dans la décennie 1930, c'est donc tout un champ qui s'ouvrait, dans la concurrence et la convergence de trois éruditions bien dis-

tinctes: l'histoire du droit représentée ici par J.-F. Lemarignier qui, de formation chartiste, devint juriste, l'histoire institutionnelle présente dans la thèse de Jean-Berthold Mahn soutenue en 1935 à l'École des chartes, qui traitait de l'exemption cistercienne³, et enfin l'histoire sociale de Marc Bloch (faut-il rappeler que *La société féodale* a été publiée en 1939?). La liberté n'était pas un simple objet historique, ni la pugnacité seulement un mode social de vie universitaire: M. Bloch et J.-B. Mahn ont tous deux péri au combat pour la libération. Le thème a porté ses fruits: une grande partie de l'œuvre de Georges Duby se fonde sur l'immunité de Cluny et la recherche se poursuit. Ce qui pouvait ne sembler qu'une simple particularité religieuse était devenu un marqueur important de la vie des sociétés.

Un des multiples intérêts des deux derniers livres de William Jordan est de suggérer, pour la période suivante, une fonction historique de l'exemption radicalement différente de son rôle dans les formations féodales: elle aurait contribué à l'émergence des États nationaux, en construisant une pensée de la souveraineté et de la perpétuité de l'institution et en fournissant le personnel adéquat à cette orientation. En cela, W. Jordan est bien l'héritier de son maître Joseph Strayer, dont il a préfacé la réédition des *Origines médiévales de l'État moderne*, immense petit livre, et dont il a poursuivi un monumental dictionnaire du Moyen Âge. W. Jordan a acquis depuis longtemps une légitimité forte dans cette entreprise: avec ténacité, par une connaissance rigoureuse des archives et par un renouvellement constant des questions, il a su élaborer un nouveau Moyen Âge central (1200-1330) en travaillant sur la Croisade de Louis IX, sur les juifs, sur le Grande famine, sur les femmes et le crédit,

sur le servage, en veillant constamment à mener de front les enquêtes sociales, politiques, économiques et intellectuelles. Son œuvre, malheureusement non traduite en français, articule progressivement et précisément des recherches autonomes et doit se comparer à celles d'un Jacques Le Goff, d'un John Baldwin ou d'un William Courtenay.

Sur le plan politique, la pratique de l'exemption donne l'image d'un système potentiellement étatique de gouvernement. En effet, ce système construit ce que je nommerais deux *hyper-souverainetés* (le pontificat et la monarchie) qui gèrent en équilibre les divers sujets en s'appuyant sur le modèle d'un *hyper-sujet* (les institutions ecclésiastiques exemptes). En somme, il s'agissait de neutraliser les puissances locales et de sortir graduellement du système seigneurial. Or, les cas de Saint-Denis et de Westminster montrent que les monarques favorisaient ou toléraient la construction d'un domaine compact et cohérent. Fallait-il donc substituer à d'anciennes seigneuries de nouveaux ensembles autonomes ? On retrouve le même paradoxe apparent que pour les apanages livrés aux fils ou aux frères du monarque par un roi centralisateur et « étatique » : les abbés et les princes, à des échelles bien différentes, défrichaient un ensemble territorial en préparant la construction d'un État-nation unitaire. Ces territoires délégués pouvaient servir aussi de zones d'essai pour de nouvelles techniques de gouvernement.

La figure de ce triangle de la souveraineté connu des ajustements mutuels, tandis que l'*hyper-sujet* bourgeonnait en différentes agences ecclésiastiques, dont les monarques pouvaient espérer qu'elles étaient plus complémentaires qu'opposées. Mais c'est ce dernier aspect qui troubla la situation de l'exemption, car de nouvelles institutions exemptes connurent un développement immense : les ordres mendiants, essentiellement les dominicains et les franciscains. Mais leur pratique itinérante, ou du moins mobile, supprimait le mimétisme territorial dirigé vers une nation ou un royaume dans le système monastique. Là-dessus, se greffait la question des libertés universitaires, qui manifesta l'ambivalence de l'exemption : les premiers statuts, depuis 1210, la proclamaient, mais elle contribua à l'éclosion de la fameuse grève de

1229. Et surtout la dépendance du pontificat devint lourde dans le domaine de la pensée et imposa sans doute les condamnations de 1277.

Pour suivre la question de l'exemption, W. Jordan recourt à l'histoire comparative signalée par l'allusion dickensienne de son titre. En effet, il a eu l'idée riche de mettre en regard deux monastères anglais et français (Westminster et Saint-Denis), en passant par le cas des carrières des deux abbés, Richard de Ware et Matthieu de Vendôme. Provenant d'un milieu inconnu (et donc modeste), ils illustrent une certaine promotion sociale par l'Église. Ils commencent leur abbatiat la même année 1258 et disparaissent à des dates voisines (1283 et 1286), après avoir été confrontés à une difficile succession royale (celle de Saint Louis en 1270 et celle d'Henri III en 1272).

Les deux monastères bénédictins, situés chacun à l'orée de la capitale du royaume, servent tous deux une dynastie monarchique en recueillant des reliques, des dépouilles et des *regalia*. Chacun des deux bénéficie en retour d'apports monétaires ou fonciers et d'un lourd effort architectural, dans une continuité qui fait défaut aux autres monastères et qui rejaillit sur la permanence de l'État monarchique. Dans les deux cas, le monastère est chargé d'illustrer une continuité nationale qui transcende les dynasties : aux légendes et réalités qui associent Saint-Denis à la dynastie mérovingienne correspondent le passé saxon de Westminster et le rôle central d'Édouard le Confesseur, dernier roi antérieur à la conquête normande. L'exemption accorde un poids symbolique fort à cette orientation nationale.

La convergence des deux monastères et des deux monarchies a ainsi contribué à fonder l'image du « serviteur de l'État », car les monarques ont utilisé le savoir-faire des abbés en des affaires générales, politiques ou judiciaires. Certes, un précédent illustre avait existé avec Suger, au XII^e siècle, mais un autre intérêt de la double biographie de W. Jordan est de montrer que des abbés « ordinaires », sans le génie de Suger, pouvaient susciter un exercice du service public. Cependant, on note une tendance des monarques à utiliser les abbés surtout pour les affaires internationales.

Le déclin de la force de l'exemption suivit aussi un cours parallèle qui se trouve coïncider

avec le crépuscule de la carrière des deux abbés et la fin des deux règnes de Louis IX et d'Henri III : l'enquête royale anglaise *Quo warranto* (1278-1290), qui demande vérification de tous les titres fonciers et tend vers un contrôle, précède de peu celle qui fut ordonnée par Philippe le Bel en 1291 sur les biens de mainmorte. Le renforcement idéologique des souverainetés monarchiques et pontificales jouait.

La force de la comparaison, chez W. Jordan, tient aussi à l'analyse des différences. Si la gémellité des figures d'abbés de monastères exempts et royaux, de monarques qui s'estiment et partagent une orientation centralisatrice et dévote, a permis de dégager les traits voulus ou rêvés de l'exemption au service de l'État monarchique, les résultats politiques divergent étonnamment. Là où la monarchie française se renforce au moins jusqu'en 1314, l'anglaise s'affaiblit. En effet, la force politiques des barons anglais, sans cesse en révolte ou en menace, fragilisait Westminster, contraint soit à un effacement faible, soit à un engagement périlleux. L'apparente analogie des rapports entre Londres et Westminster, d'une part, et Saint-Denis et Paris, de l'autre, cachait une réelle disparité : la stature baronniale de la cité anglaise rejetait Westminster dans les cercles courtoisants. Avec beaucoup de finesse et de sûreté, W. Jordan nous fait évaluer l'autonomie des causes singulières ou générales et l'ambivalence des comparaisons historiographiques.

Malgré la chronologie de publication, le premier des deux ouvrages prend la suite de cette chronique de l'exemption. En effet, W. Jordan avait présenté un état de crise de l'exemption monastique, en suivant la carrière de Jacques de Thérines (actif de 1290 environ à 1321). Natif de Thérines, au nord de Beauvais, Jacques entra au monastère cistercien de Chaalis, non loin, et, après des études à Paris, devient abbé de son monastère (1310-1318), avant d'être promu à l'abbatit de Pontigny (1318-1321), au nord de la Bourgogne. En ces fonctions, il développa l'activité d'un habile gestionnaire de maison exempte, en rendant le domaine de Chaalis plus compact et plus rationnel grâce à une politique d'échanges et d'achats. Un examen serré du grand cartulaire de Chaalis permet à W. Jordan de restituer le

travail de collection et d'organisation à Jacques de Thérines en 1318, alors que l'érudition précédente parlait d'un cartulaire de 1394 ou de 1398.

En cette gestion, la conduite de Jacques ne diffère guère de celles de Richard de Ware et de Matthieu de Vendôme, cinquante ans plus tôt. Mais deux faits signalent un changement : alors que Jacques était simple moine de Chaalis, en 1294, l'abbaye dut payer une somme importante (une sorte de redressement fiscal) au courtisan royal Pierre de Lentilly à la suite d'une enquête ordonnée par Philippe le Bel en 1291 sur les biens de mainmorte. L'harmonie entre les monastères exempts et la monarchie, sensible au temps de Saint Louis, perdit de sa force. Et Jacques, en tant qu'abbé, s'efforça de transformer les possessions foncières d'exploitation directe en rentes. Certes, cette tendance était générale et fut légitimée par les théologiens à la fin du XIII^e siècle, comme l'a montré Elsa Marmurstejn⁴, mais elle contribua à banaliser la situation d'exemption, liée à une souveraineté territoriale, analogue en plus petit à la formation du *pré carré* monarchique et national. Les abbayes devenaient des contribuables ordinaires.

Le second fait réside dans une vive controverse au concile de Vienne (1312), où Jacques de Thérines s'opposa principalement à Gilles de Rome. Ce dernier avait rencontré dans sa vie diverses occurrences de l'exemption : jeune bachelier prometteur, il avait été écarté de la carrière magistrale et avait dû s'exiler pendant près de dix ans, à la suite des condamnations de 1277. Membre de l'ordre augustin, qu'il dirigea à partir de 1295, il bénéficiait d'un moindre degré d'exemption que les franciscains et les dominicains. Et surtout, il fut archevêque de Bourges de 1295 à sa mort en 1316. Gilles avait rédigé deux énergiques traités contre l'exemption : le *Contra exemptos* et le *Tractatus de influentia in beatos*. Or, au moment du concile de Vienne (1311-1312), Jacques de Thérines produisit quatre petits traités en défense de l'exemption, puis la réponse écrite à une demande de Jean XXII en 1318. La ténacité de la défense signalait la gravité de la remise en cause du système de l'exemption. Ces textes, édités en partie par Noël Valois de 1908 à 1914, se perdraient dans une intemporelle histoire

du droit canonique si W. Jordan ne leur donnait leur sens en suivant l'histoire de leur auteur. Les différentes facettes du personnage signalent précisément plusieurs contextes de la crise de l'exemption.

La question universitaire joua un rôle essentiel : Jacques de Thérines, qui n'exerça aucune fonction politique ou judiciaire, avait été néanmoins un maître de l'université de Paris. Il avait été formé d'abord au collège cistercien Saint-Bernard de Paris, et devint professeur à l'université de Paris, au moins de 1306 à 1310. L'implantation universitaire pouvait redoubler la légitimité de l'exemption, puisque l'Université constituait elle-même une institution exempte. Dans la vision idéale du XIII^e siècle, l'abandon du travail manuel se compensait de cette nouvelle mission. Et en tentant de battre en brèche la domination des ordres mendiants à l'Université, l'ordre cistercien s'établissait au cœur d'une nouvelle forme d'exemption.

L'activité propre de Jacques comme maître a été longtemps ignorée, jusqu'à ce que N. Valois, en 1914, publie la table de ses questions quodlibétiques⁵ et en tire quelques fragments. Et il fallut attendre 1958 pour que Palémon Glorieux édite ses deux quolibets (1306-1307). Certes, à sa manière, P. Glorieux minorait l'intérêt du texte qu'il avait passé des mois à transcrire, mais la masse (300 pages serrées) des 41 questions, la centralité théologique de leurs thèmes en font au moins un document riche.

N. Valois, suivi par W. Jordan, avait su trouver dans le *Quodlibet* une mention de la question de l'exemption : il avait repéré dans la longue question I, 20 une page qui défendait déjà l'exemption monastique. Le maître devait répondre à la question de l'éminence de la justice sur les autres vertus morales. La fin de la dispute posait la vertu d'amitié en regard de la vertu de justice. Un opposant objectait à la primauté de la justice légale et universelle la pratique pontificale qui fondait sur l'amitié des privilèges et exceptions, dont l'exemption, défendue ici en des termes qui annoncent ceux de 1312 ou de 1318. Et dans la masse de la question, N. Valois avait épinglé quatre mots qui concernent les templiers. L'opposant, en effet, dit que par la pratique de l'exemption,

« la foi périliterait, comme cela est clair pour les templiers » (*ut patet in Templariis*). Or, la première séance quodlibétique a eu lieu probablement durant l'Avent de 1306, quelques mois avant l'arrestation massive des templiers de l'automne 1307. Ces mots impliquent que l'un des griefs royaux essentiels tenait à cette autonomie de fait, sinon de droit, des ordres militaires. Les fameuses et diverses accusations (sodomie, magie, etc.), qui ont fait couler tant de médiocre encre, ne seraient donc que la couverture de ce grief, qui ne pouvait se plaider directement, tant la politique capétienne avait été claire et persistante en ce domaine. La réfutation de Jacques ne le pose pas explicitement en défenseur des templiers, car il « botte en touche », en répondant qu'on ne saurait mélanger les clercs et les laïcs (que sont les templiers). Mais il attaque l'argument de façon brutale, en affirmant que c'est la conduite des évêques qui fait périliter la foi. Il semble abandonner les templiers à leur funeste sort, mais, en fait, le roi avait besoin de la caution pontificale pour poursuivre ces victimes : la catégorisation des templiers comme laïcs ne pouvait asseoir une action pontificale d'ampleur et, d'autre part, l'importance considérable des accusations contre les évêques relativisait fortement la portée des dangers supposés de la petite communauté des templiers. Cette conclusion importe grandement à cette affaire qui a encombré l'histoire médiévale, mais aussi à notre propos sur l'exemption : un virage net se produisait dans la pratique capétienne de l'exemption.

Encore plus fondamentalement, W. Jordan relie, notamment à partir du texte de Jacques, deux événements contemporains (1306-1307) : l'expulsion voulue comme définitive des juifs et la persécution des templiers. On demande « si les Juifs expulsés d'une région doivent être expulsés d'une autre » ; derrière l'étrangeté méticuleuse propre au genre, l'auteur repère une interrogation précise : les juifs avaient été chassés d'Angleterre en 1290. L'expulsion définitive décrétée par Philippe le Bel en juin 1306 pouvait-elle et devait-elle s'en justifier ? D'autre part, le fils du roi, Louis, devenu roi de Navarre en 1305, accueillit les juifs dans son royaume. Jacques de Thérines s'oppose à l'expulsion définitive, en ne concédant qu'une possibilité

d'exclusion temporaire. La façon de poser la question en contexte importe peut-être plus que la réponse qui expose la nécessité de la présence juive et n'accepte qu'une expulsion temporaire, soit par une prudence obligée par rapport au monarque, soit qu'une expulsion temporaire apparaisse comme un simple moratoire ou une amnistie cyclique des dettes aux prêteurs juifs. Déjà, dans un article, W. Jordan avait documenté et développé une intuition de J. Strayer : ce fut à la suite de l'épisode où Philippe le Bel dut se réfugier au Temple de Paris, en fuyant une violente émeute dirigée contre sa réforme monétaire, qu'il conçut la volonté de liquidation des templiers quelques mois plus tard. On peut certes penser à la règle universelle de l'ingratitude comme moyen d'affirmer son autonomie, mais, plus historiquement, le roi aurait constaté concrètement la puissance efficace des agences exemptes et gestionnaires du bien public. Lui qui avait retiré puis rapatrié le Trésor royal au Temple a dû trouver confirmation de sa volonté de contrôle direct. On pourrait ajouter à cette intrication des motifs la réévaluation de la monnaie par le roi. En s'en prenant au prêt par une expulsion qui ne pouvait que restreindre les possibilités du petit crédit et par une réévaluation qui en gênait le fonctionnement et en surveillant le monopole de la masse qui le gageait, le roi tentait de fonder un absolutisme radical qui neutralisait les recours.

Et, telle qu'elle est analysée par l'auteur, cette vie articule précisément six événements majeurs, dotés de leur historiographie propre : l'expulsion des juifs de France en 1306, la poursuite des templiers (1307-1314), la mise en cause de l'exemption de certains ordres cléricaux, les réformes monétaires de Philippe le Bel, les dissensions franciscaines, la condamnation au bûcher de Marguerite Porete (1310). Là où les historiens ont tendance à repérer une cause massive et générale (l'avidité d'un monarque, ou la rivalité de deux pouvoirs éminents, ou encore l'émergence d'une souveraineté étatique), W. Jordan repère des réseaux complexes d'interaction.

Grâce à la recherche vive et sûre de W. Jordan, l'exemption monastique, instable et durable objet, a de nouveau bien servi la réflexion historique.

ALAIN BOUREAU

1 - Jean-François LEMARIGNIER, *Étude sur les privilèges d'exemption et de juridiction ecclésiastique des abbayes normandes depuis les origines jusqu'en 1140*, Paris, A. Picard, 1937.

2 - Son article du colloque de Cluny en 1949, « L'exemption monastique et les origines de la réforme grégorienne », a été réédité dans *Structures politiques et religieuses dans la France du haut Moyen-âge. Recueil d'articles rassemblés par ses disciples*, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'université de Rouen, 1995, p. 285-337.

3 - Texte paru de façon posthume : Jean-Berthold MAHN, *L'ordre cistercien et son gouvernement. Des origines au milieu du XIII^e siècle, 1098-1265*, Paris, E. de Boccard, 1945.

4 - Elsa MARMURSTZEJN, *L'autorité des maîtres : scolastique, normes et société au XIII^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 2007, p. 207-215.

5 - Dans son article de *l'Histoire littéraire de la France*, t. XXXIV, Paris, Impr. nationale, 1914, p. 179-229.

Max Lieberman

The march of Wales 1067-1300:

A borderland of medieval Britain

Cardiff, University of Wales Press, 2008, VII-146 p.

Brock W. Holden

Lords of the central marches: English

aristocracy and frontier society, 1087-1265

Oxford, Oxford University Press, 2008, XVII-280 p.

Depuis plus d'une vingtaine d'années, l'histoire médiévale galloise connaît un renouveau historiographique grâce aux travaux de Rees Davies et de ses élèves. Alors que l'histoire médiévale britannique a été dominée au cours du xx^e siècle par des approches constitutionnalistes, considérant les marches comme des anomalies, ces deux ouvrages, issus de deux thèses, l'une sur le Herefordshire et l'autre sur le Shropshire, ont pour ambition de réévaluer le rôle des marches du Pays de Galles du Moyen Âge central, voire de les replacer au centre du débat sur la formation des royaumes en s'interrogeant sur ce que les frontières révèlent de la nature des ensembles politiques qu'elles bordent.

Loin d'être répétitive, la lecture de ces deux ouvrages s'avère d'une réelle complé-

mentarité, car leurs approches sont très différentes. L'ouvrage de Max Lieberman, centré sur la problématique de la frontière dans une perspective anthropologique, offre un point de vue plus général et un cadre chronologique large qui n'hésite pas à remonter à l'époque anglo-saxonne. Il adopte également une perspective résolument plus comparative des marches galloises, qu'il confronte souvent aux marches écossaises ou irlandaises pour en faire ressortir les spécificités, mais aussi aux marches allemandes du Brandebourg, dans une conclusion qui élargit le sujet en l'inscrivant dans le débat sur l'européanisation de l'Europe¹. Brock Holden, en revanche, propose une histoire sociale et économique des élites anglaises installées depuis la conquête de 1066 dans les marches centrales du Pays de Galles (principalement le Herefordshire), insistant sur les interactions sociales et culturelles des différentes familles et centrant sa problématique sur la mise en place d'une « matrice féodale » dans cette région du royaume d'Angleterre marquée par une forte militarisation. Méthodologiquement, le travail de B. Holden est fondé sur une analyse détaillée des sources, proche d'un travail de thèse, alors que l'ouvrage de M. Lieberman offre un appareil critique beaucoup plus léger, les notes étant regroupées en fin de chapitre, ce qui l'apparente davantage à un ouvrage de synthèse sur la question.

Malgré une organisation générale relativement proche en apparence, le contenu des chapitres diverge fortement. Après un chapitre d'introduction retraçant l'historiographie du sujet, posant le cadre politique et leurs problématiques respectives, les deux ouvrages poursuivent avec un chapitre dédié à la formation des marches galloises ; mais tandis que M. Lieberman organise ce chapitre (*The making of the March*) à partir d'une analyse cartographique des étapes de la castellisation anglaise ouvrant sur une présentation des évolutions politiques, B. Holden développe une géographie féodale (*The shaping of the frontier*) qui insiste avant tout sur l'établissement d'un nouveau processus de domination, de contrôle et d'exploitation de cette région (processus d'encellulement, de fondations urbaines et monastiques).

Puis, B. Holden décrit le fonctionnement économique des seigneuries de marches, du

groupe aristocratique des *Marcher Lords* à partir d'une petite prosopographie des familles chevaleresques et dédie ses trois derniers chapitres à l'essor du rôle de la couronne d'Angleterre qui devient de plus en plus déterminant à partir du début du XIII^e siècle, grâce à l'introduction du droit écrit, de la justice royale et d'un interventionnisme politique accru. Bien que les chapitres suivants du livre de M. Lieberman soient également consacrés, respectivement, aux aspects économiques et sociaux, puis aux sociétés de frontières, il n'aborde pas, comme le fait B. Holden, la question de la pression foncière particulièrement forte causée par la nécessité de conserver le service féodal de la garde des châteaux dans cette région très instable. M. Lieberman s'intéresse davantage aux formes du peuplement et se demande dans quelle mesure l'immigration (pour ne pas dire la colonisation) a contribué à faire des marches galloises un espace économique et social différent du Pays de Galles (*native Wales*). Son chapitre sur les peuples des frontières est également beaucoup moins sociologique que celui de B. Holden, qui étudie les trajectoires et les stratégies sociales du groupe chevaleresque (intermariages, patronages, conflits, etc.). M. Lieberman l'aborde, en effet, à travers la question des identités multiples qui ont été en contact dans ces marches. À partir de l'étude de l'onomastique, du multilinguisme et des pratiques guerrières, il en conclut qu'il n'y avait pas une ethnicité propre aux hommes des marches, les identités existantes – anglaises, normandes et galloises – étant trop fortes pour permettre son émergence ; les marches se caractérisant plutôt par l'incertitude de ses identités et la malléabilité de ses institutions.

Pour finir, B. Holden analyse dans le détail l'imposition de plus en plus forte du pouvoir royal anglais dans cet espace, en distinguant deux phases : le règne de Jean sans Terre, marqué par l'affaiblissement voire la destruction de familles baronniales, notamment celles des Braose et Lacy, et celui d'Henri III qui culmine dans les années 1240, après le renoncement au Poitou et la mort de Llywelyn ap Iorwerth, et dont l'aboutissement sera la conquête du Pays de Galles par Edward I^{er} en 1282-1283. Dans son dernier chapitre, M. Lieberman adopte, quant à lui, une démarche rétrospective, en

inscrivant l'histoire de cet espace frontalier dans la longue durée. Partant de la création de l'Offa's Dyke à la fin du VIII^e siècle, comme témoin de la formation d'un État anglo-saxon déjà bien délimité, il montre que si le pouvoir anglais s'est projeté au cours du Moyen Âge sur l'ensemble des îles Britanniques, ce fut davantage en termes de domination plutôt que d'intégration des sociétés locales.

Ces deux ouvrages présentent donc deux processus contemporains qui se sont opérés au cours du Moyen Âge central dans les marches galloises : d'une part, celui d'une délimitation accrue de la frontière entre deux entités politiques, le Pays de Galles (bien qu'il s'agisse d'une entité fragmentée) et le royaume d'Angleterre, par un processus d'intégration des marches dans le système administratif (*shire*) et judiciaire (*Eyre*) anglais et par la réduction corollaire des libertés des *Marcher Lords* (B. Holden); et celui, d'autre part, de l'acculturation progressive des sociétés périphériques des îles Britanniques à la « civilisation » européenne par la médiation des sociétés de frontières, qui jouèrent alors le rôle de puissants vecteurs culturels sans pour autant favoriser leur assimilation (M. Lieberman).

FANNY MADELINE

1 - Robert BARTLETT, *The making of Europe: Conquest, colonization and cultural change, 950-1350*, Londres, Penguin, 1993.

Christopher Fletcher

Richard II: Manhood, youth, and politics, 1377-99

Oxford, Oxford University Press, 2008, XIX-316 p.

Parmi les nombreuses attaques dont Richard II fit l'objet après sa déposition en 1399, l'accusation qui fait du roi une figure immature se retrouve en bonne place : le sermon prononcé par l'archevêque de Canterbury en septembre 1399 dresse ainsi le portrait saisissant d'un roi « enfant », *puer*, gouverné par une volonté irréflectie et victime d'un entourage de flatteurs. Le chroniqueur de l'abbaye d'Evesham, qui écrit, lui aussi, après la chute du roi, souligne

sa personnalité inconstante, son extravagance, sa timidité à la guerre, son orgueil et son intempérance, sa propension à ne prendre conseil qu'auprès de jeunes gens. Ce discours prend en réalité sa source dans un certain nombre de critiques émises au cours du règne, mais retravaillées de manière systématique de façon à justifier le coup d'Henri Bolingbroke et à créer le portrait d'un roi incapable de gouverner avec maturité. La tradition historiographique accorde une certaine crédibilité à ces attaques : dans le dernier quart du XIV^e siècle, pour certains historiens, la cour royale anglaise aurait ainsi été le cadre d'une sous-culture de « masculinité alternative », et les portraits de Richard exprimeraient bien la recherche chez lui d'une image de jeunesse, voire un caractère efféminé.

Toutefois, la confrontation de ce discours avec les lieux communs du temps sur la virilité permet de dépasser cette image et de renouveler profondément les perspectives. C'est l'approche choisie par Christopher Fletcher dans une étude brillante et très originale, qui devrait faire école. L'auteur propose en effet une analyse de la notion de virilité qui renvoie à la fois à l'idée de masculinité et à celle d'âge adulte – une notion exprimée en anglais par le terme *manhood*, et que les textes français de l'époque choisissent de rendre par « humanité ». Bien plus, il la met systématiquement en rapport avec les critiques lancées contre le souverain, mais aussi avec les orientations de la politique royale : certaines décisions politiques de Richard II, et notamment sa volonté de venger les injures faites à sa dignité et à son pouvoir dans les années 1380, furent en effet guidées par son désir de correspondre aux canons contemporains de la virilité, comme la munificence, la nécessité de venger l'honneur bafoué, le recours énergique à la force en cas de menace, ou encore la constance voire l'obstination dans la conduite.

À la suite de plusieurs chapitres destinés à cerner un ensemble de *topoi* qui construisirent l'idée de virilité dans le dernier tiers du XIV^e siècle, C. Fletcher offre une interprétation totalement renouvelée du règne, considérant l'importance pour Richard II d'affirmer à la fois sa détermination virile, notamment dans le domaine de l'activité militaire, et sa maturité, face à une communauté politique hésitante et peu désireuse de donner au roi les moyens

d'une action de grande ampleur. L'accession au trône d'un enfant de dix ans, dans une atmosphère de crise politique et de demande de réforme, et sans que soit mis en place un mécanisme formel de régence, devait faire peser une lourde hypothèque sur le régime : en dépit des déclarations successives du roi sur sa capacité à assumer en personne le gouvernement, et notamment sa déclaration de majorité en mai 1389, le thème des errements de la jeunesse fut repris par les critiques jusqu'à une période avancée dans le règne, avant d'être à nouveau exploité après la déposition. Le droit du roi à lever des armées importantes, à opérer des dons au profit de ses favoris, à choisir ses principaux conseillers et officiers fut fréquemment remis en cause par ceux qui l'accusaient de ne pas être pleinement passé à l'âge adulte. De manière paradoxale, c'est alors que le rapport du roi avec la communauté politique était parvenu à une certaine stabilité, et que le thème de la jeunesse du roi semblait définitivement passé au second plan, que Richard II entreprit, à partir de 1397, de conforter son pouvoir en référence aux canons de la virilité : l'erreur monumentale qui consista à faire arrêter les anciens Lords Appellants, et qui suscita une véritable panique dans les rangs de la noblesse, reposait sur une compréhension biaisée du jeu politique, mais elle s'explique aussi, fondamentalement, par la volonté du roi de venger son honneur afin de mieux asseoir un pouvoir conçu comme devant tendre à sa pleine maturité. La « tyrannie » de Richard II est le fruit d'une contradiction fondamentale entre les impératifs concrets de l'action politique et les canons culturels dominants.

On aurait pu souhaiter que l'auteur complète la première partie de son ouvrage par des considérations plus substantielles sur la question de la majorité, en faisant appel au droit canon, au droit des fiefs ou aux précédents. Mais cela ne peut être qu'une critique mineure face à ce qui apparaît comme une contribution essentielle à l'histoire du règne de Richard II et, plus largement, à la connaissance des mécanismes du pouvoir à la fin du Moyen Âge. De nombreux thèmes secondaires de l'ouvrage peuvent également retenir l'attention et signaler autant de pistes de travail. Ainsi, l'apport des miroirs aux princes au discours politique et, en particulier,

aux demandes du Parlement, est bien mis en évidence. La lecture des chroniques également est originale et fine : les justifications mises en avant par les différents auteurs, leurs stratégies sont analysées avec brio. La vision défendue par les chroniqueurs continentaux est ainsi battue en brèche de manière convaincante, une analyse qui devrait inciter à reprendre complètement l'interprétation proposée par les sources continentales concernant la déposition de Richard II, tout comme celle d'un roi désireux d'une paix à tout prix avec la France. Enfin, les termes nouveaux associés à la royauté de Richard II, tels « prince », « hauteesse » ou « majesté », ne semblent pas tant, à suivre l'auteur, le reflet d'un pouvoir inspiré par une idéologie étrangère aux traditions anglaises, que l'expression du désir de ceux-là mêmes qui étaient prêts à imposer au roi un régime conciliaire de mieux souligner leur obéissance, afin de contrer toute accusation de trahison.

Sans vouloir jouer sur les mots, on peut véritablement estimer qu'avec cet ouvrage les *gender studies* sont parvenues, dans le domaine de l'histoire médiévale, à une certaine maturité : loin de former un placage sur un substrat événementiel complexe, cette approche autorise une interprétation nouvelle et suggestive de la prise de décision politique.

FRÉDÉRIQUE LACHAUD

**Mark S. R. Jenner
et Patrick Wallis (éd.)**

*Medicine and the market in England
and its colonies, c.1450-c.1850*

Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007,
XIII-269 p.

Les pratiques de soin constituent un excellent objet d'études pour comprendre les dynamiques de l'économie moderne : telle est la conclusion du recueil d'articles dirigé par Mark Jenner et Patrick Wallis. Ces perspectives nouvelles trouvent leur origine dans l'histoire du concept de marché dans l'historiographie de la médecine moderne. Comme le rappelle Mary Fissell, le concept de « marché médical », issu de la confrontation entre histoire de la médecine et

sociologie des professions, a eu d'abord une fonction critique : celle de mettre à bas le modèle tripartite traditionnel des professions médicales et son prétendu monopole sur les pratiques thérapeutiques. Ensuite, lorsque les historiens, en particulier Roy Porter¹, ont adopté le point de vue du patient, le concept a été utilisé pour étudier à la fois les comportements des malades et des praticiens. Enfin, l'émergence d'une historiographie de la consommation à l'époque moderne a complété les perspectives pour ce qui touche aux pratiques commerciales des médecins et des « charlatans ». Pourtant, le concept, s'il a eu des vertus heuristiques, a eu pour effet indésirable d'éloigner les historiens de la médecine de l'histoire économique, au profit d'une très riche description sociale. Aussi cet ouvrage arrive-t-il à point nommé : sans faire l'économie d'une critique de l'abondante historiographie sur les professions médicales, les praticiens illégaux, l'expérience des patients ou les relations entre médecine européenne et les colonies, il offre des outils conceptuels, des méthodes et des sources afin d'écrire de nouvelles pages sur la médecine et l'économie de l'époque moderne.

Medicine and the market débute par une introduction bien structurée qui relate les origines du concept de « marché médical » et les premières critiques dont il a fait l'objet : sous-estimation des formes non commercialisées de thérapie, ignorance des stratifications sociales, voire des formes d'autorité qui gouvernent les praticiens, inattention portée aux contraintes politiques ou culturelles du « marché ». Selon les éditeurs, trois principaux usages du « marché » doivent être distingués : la désignation d'une offre de thérapies variées émanant d'un grand nombre d'acteurs ; l'émergence d'un nouveau régime médical placé sous le signe du commerce, distinct, par conséquent, des pratiques médicales médiévales ; le modèle économique plus classique d'offre et de demande de services, voire de personnel médical.

Selon M. Jenner et P. Wallis, la récente étude de Ian Mortimer vient corroborer l'idée d'un marché émergent à l'époque moderne : à partir d'une série continue de partages de successions (*probate accounts*) du Sud-Est de l'Angleterre entre 1570 et 1720, il a établi que la demande de soins portés aux mourants croît

très rapidement après 1630, et ce quelle que soit l'origine sociale ou géographique des patients en fin de vie. On peut donc, à juste titre, y lire un phénomène d'émergence d'un marché médical². Cette étude contraste avec l'analyse de Robert Ralley qui met en évidence la coexistence de praticiens professionnels vivant de leur travail et de clercs qui dispensent gratuitement des soins pour les corps autant que les âmes. Aussi faut-il comprendre comment s'est étendu le « marché médical ». M. Fissell soutient que ce sont le marché de l'édition et la publicité qui en ont constitué de puissants vecteurs. Dans sa contribution, elle établit qu'en raison de la relative liberté du marché de l'imprimé anglais à partir de 1641, l'explosion du nombre d'ouvrages médicaux a contribué à la croissance d'un « marché médical », au vu de leur finalité : répondre à une demande d'informations sur la santé, bien perçue par les éditeurs, ce qui expliquerait le nombre d'ouvrages sans auteur ; promouvoir les techniques thérapeutiques du praticien écrivain. Autre vecteur puissant de l'échange du savoir médical, les collections de recettes de médecine domestique représentent, selon Elaine Leong et Sarah Pennel, une condition de la révolution de la consommation médicale à l'époque moderne.

I. Mortimer revient sur la géographie historique du « marché médical » des campagnes, en croisant la série des *probate accounts* avec des listes de praticiens en activité. Il met en cause l'idée d'une sous-médicalisation des campagnes en établissant comment les villes du Sud-Est de l'Angleterre ont longtemps répondu aux demandes de soins d'un large *hinterland* rural et comment les campagnes, un temps désavantagées par les déplacements nécessaires à la couverture de la demande médicale, ont progressivement accueilli une population formée, que les élites locales cherchaient à conserver. Dans un chapitre très stimulant, Patrick Chakrabarti interroge les usages commerciaux des bazars indiens : ils touchent à l'approvisionnement des personnels de la East India Company en plantes thérapeutiques locales fraîches, moins coûteuses que les remèdes importés d'Europe, mais aussi à l'accès privilégié à un savoir médical par les voyageurs européens qui réalisent un travail

systématique de collecte et de catégorisation dans ces espaces de marché. Enfin, Michael Brown interroge la « fin » du marché médical, dans l'hypothèse où la médecine commerciale aurait laissé la place à une médecine professionnelle, en particulier avec l'enregistrement des praticiens acté en 1858 : selon lui, s'il y a eu des transformations au cours de la période, la « victoire » des docteurs fut incomplète et ce d'autant plus que le marché des remèdes a prolongé sa forte croissance au XIX^e siècle.

S'interrogeant sur l'adéquation du terme de « marché » avec des analyses en termes économiques, les éditeurs proposent de nouvelles voies pour explorer l'économie médicale. En particulier, ils s'interrogent sur les normes légales et sociales qui le contraignent, le degré d'information des acteurs, et les caractéristiques de l'échange. P. Wallis souligne que les indices de coopération entre praticiens médicaux furent bien plus nombreux que l'antienne de la concurrence féroce pour gagner les faveurs des patients ne l'a laissé supposer jusqu'alors. À partir de sources fiscales, qui mettent en évidence la petite taille des entreprises (*firms*) – ou boutiques – médicales, qu'il calcule à partir de la taille de la maisonnée – famille *stricto sensu* et serviteurs –, il propose d'expliquer ce modèle majoritaire dans le Londres du XVII^e siècle par l'impossibilité de réaliser des économies d'échelle dans ces pratiques thérapeutiques. En revanche, les associations ponctuelles furent très nombreuses, en particulier entre chirurgiens, tandis que d'autres praticiens offraient des conseils à des collègues ou leur envoyaient leurs patients. Il avance plusieurs arguments pour expliquer ces phénomènes : l'accord commercial pour partager les profits – sur le prix des remèdes par exemple –, la nécessité d'informer la décision des patients et celle d'établir des relations de confiance afin de limiter les coûts de transaction – en cas de mauvaise qualité des remèdes fournis par exemple.

Adrian Wilson revient sur les analyses proposées par les historiens pour expliquer l'effacement progressif des sages-femmes devant les accoucheurs (*men-midwives*). Il montre que les historiens n'ont pas cherché à évaluer la « disparition » des sages-femmes, en dehors de l'argument d'une trop forte compétition

entre praticiens qui aurait poussé ces derniers à s'arroger une nouvelle compétence ; or, à partir d'une série sur une taxe d'apprentissage, il met en évidence une croissance plus rapide des droits payés par les apprentis médicaux par rapport aux autres métiers, entre 1710 et 1760, ce qui plaide pour l'idée d'une formation insuffisante des praticiens médicaux et invalide celle d'une trop forte compétition. Les historiens ont négligé tout autant d'expliquer pourquoi les femmes avaient fait appel aux hommes-accoucheurs pour leur délivrance, le plus souvent en refusant d'envisager les femmes comme des actrices des rituels de naissance, ce qui ne résiste guère à l'analyse. Pour M. Jenner et P. Wallis, c'est peut-être bien du côté de l'innovation technique – l'invention des forceps qui permettent de faire naître un enfant vivant, par rapport au tire-tête qui signifiait nécessairement la mort du fœtus – qu'il faudrait creuser. Pour A. Wilson, il y aurait peut-être aussi à chercher du côté du désir des femmes de haute naissance de se distinguer socialement mais, selon lui, la démonstration reste à faire.

Les autres auteurs de l'ouvrage contribuent également à façonner l'économie médicale de la période moderne. Ben Mutschler démontre que l'étude du coût des soins des malades et des blessés ne doit pas négliger les frais de garde et de nourriture, puisqu'ils représentent souvent la plus grande part de la facture totale ; il convient donc d'élargir la focale, lorsque l'on étudie l'économie médicale, à l'ensemble des transactions qu'elle recouvre. M. Jenner, en retournant la problématique à propos du débat de 1827 autour de la qualité de l'approvisionnement en eau des habitants de Londres, établit que la compétition économique entre compagnies des eaux a contribué à l'émergence d'un problème de santé publique – la pollution.

L'ouvrage comporte enfin un index des noms de personnes et des concepts économiques étudiés. Les lecteurs feront également leur miel des nombreuses références, dans chaque article, qui ont marqué trente ans de recherches en histoire de la médecine. Si l'on peut regretter l'absence de cartes – par exemple dans l'article d'I. Mortimer qui se réfère à de nombreuses localisations secondaires dans le diocèse de Canterbury –, la collection fait bon

usage des figures et des tableaux pour étayer la démonstration ; à cet égard, on ne peut que saluer le recours fréquent à l'analyse de données sérielles et la pédagogie des auteurs pour justifier leurs méthodes et analyses. Si la connaissance de la société anglaise s'en trouve considérablement enrichie, les questions et les analyses soulevées dans l'ouvrage touchent à des questions fondamentales de l'économie de l'Europe moderne : nature des produits et des marchés, conditions légales et éthiques de l'échange, modalités sociales et économiques de la production, organisation de la distribution, vecteurs de l'information, modes et échelles de la consommation, dynamiques temporelles et géographiques de l'économie. L'ouvrage, indispensable pour les spécialistes de la médecine moderne, intéressera d'autres disciplines – études des sciences et du genre, sociologie des professions, histoire de l'environnement –, il pose un regard neuf sur l'histoire des sociétés modernes.

CHRISTELLE RABIER

1 - Roy PORTER, « The patient's view: Doing medical history from below », *Theory and Society*, 14-2, 1985, p. 175-198.

2 - Ian MORTIMER, « The triumph of the doctors: Medical assistance to the dying, c.1570-1720 », *Transactions of the Royal Historical Society*, 15, 2005, p. 97-116, et *The dying and the doctors: The medical revolution in seventeenth-century England*, Woodbridge, Royal Historical Society/The Boydell Press, 2009.

Natasha Glaisyer

The culture of commerce in England, 1660-1720

Woodbridge, The Boydell Press, 2006, 220 p.

L'Angleterre de 1660 à 1720 est depuis longtemps l'objet d'une production scientifique stimulante. Les historiens qui s'interrogent sur les facteurs à l'origine de la formation de l'empire, l'émergence de la modernité, la stabilité politique et la croissance économique, continuent de privilégier cette période fascinante. L'ouvrage de Natasha Glaisyer se concentre sur un phénomène autour duquel historiens de tous bords ont fait consensus :

la « révolution commerciale »¹. Durant cette période, l'Angleterre traverse une révolution commerciale qui voit le commerce extérieur atteindre une proportion jusque-là inégalée dans la richesse de la nation. Cette richesse permet à la Grande-Bretagne de financer les guerres du XVIII^e siècle, ainsi que sa révolution industrielle. L'ouvrage de N. Glaisyer se propose d'examiner la révolution commerciale sous l'angle culturel et de décrire la manière dont la culture anglaise du XVII^e siècle a évolué face à cette révolution.

N. Glaisyer n'est pas la première à entreprendre un tel réexamen de ce phénomène. Elle rappelle que les historiens de la consommation ont enrichi notre compréhension des causes de l'expansion économique de cette période en allant chercher du côté de la « demande » et en décrivant l'évolution des habitudes de consommation. Cependant, N. Glaisyer n'entend pas s'attarder sur ces études. De même, elle ne s'appesantit pas sur les travaux récents consacrés à la manière dont les marchands ont utilisé leurs capitaux fraîchement acquis pour s'exprimer sur la scène culturelle². Au lieu de cela, elle cherche à comprendre comment la production culturelle a interprété cette révolution. Cet objectif s'inscrit dans une tentative plus large de « dé-économiser » l'histoire économique, selon les termes employés par N. Glaisyer et d'autres historiens, en montrant comme la révolution commerciale a engendré une réponse culturelle qui, elle-même, encourage cette révolution, dans la mesure où l'activité commerciale nécessitait le pouvoir légitimant de certaines formes culturelles.

The culture of commerce commence par une excellente analyse des révolutions commerciale, financière et de l'imprimerie qui se déroulent au tournant du XVIII^e siècle, ainsi que de leurs conséquences dans les sphères sociales, politiques et culturelles. L'ouvrage est ensuite découpé en quatre parties, chacune étant consacrée à une étude de cas. La première décrit le Royal Exchange de Londres en tant que microcosme et lieu d'observation idéal du monde commercial, mais aussi en tant qu'espace où les marchands façonnaient leur renommée sur la scène culturelle de manière à accroître leur réputation et, ce faisant, leur capacité d'emprunt. Le deuxième cas d'étude montre que les sermons

auxquels assistaient les marchands participant de la définition culturelle de l'activité commerciale. La troisième partie analyse les raisons du succès de la littérature commerciale, aussi bien auprès des marchands que des amateurs. Ces derniers estimaient, en effet, qu'il était nécessaire de comprendre le fonctionnement de la vie et de la société commerciales afin d'y participer pleinement. Le dernier cas d'étude est consacré à deux journaux publiés par des marchands : celui de John Houghton, *A Collection for Improvement of Husbandry and Trade*, et le *British Mercury*, publié par le Sun Fire Office. L'auteur montre comment ces journaux rapportaient et interprétaient l'information chiffrée, information cruciale pour l'activité commerciale.

Ces quatre cas d'étude offrent au lecteur un aperçu riche et diversifié de la manière dont la société commerciale maniait idées et informations. Ce faisant, N. Glaisyer ranime d'anciennes controverses historiographiques : le relâchement des barrières de classe, ainsi que les liens entre l'idéologie marchande et les bourgeonements du monde scientifique.

La complexité et la vigueur de la bibliographie existante sur le sujet font des objectifs de N. Glaisyer un programme ambitieux. Si elle ne les atteint pas tous, c'est davantage parce qu'elle ne possède pas les outils d'analyse adéquats, plutôt que par manque de technique. Surtout, l'histoire culturelle n'offre pas d'outils aussi pertinents pour « dé-économiser » l'histoire économique de cette période que l'histoire de l'économie politique ou celle des politiques internes aux milieux marchands. La brillante analyse de l'évolution des rapports entre les marchands et le monde politique présentée par Perry Gauci dans *The politics of trade* aurait pu fournir aux cas d'étude de N. Glaisyer un cadre narratif essentiel, qui aurait donné à l'ouvrage davantage de cohérence³. N. Glaisyer, par ailleurs, n'évoque pas certains des traits caractéristiques des institutions au centre de son étude comme le Royal Exchange et la Compagnie du Levant, ce qui laisse le lecteur perplexe quant aux relations entre commerce, culture et gouvernement. Surtout, une analyse des débats entre marchands à propos de l'économie politique aurait forcé N. Glaisyer à se concentrer sur le fondement et les causes culturelles de la révolution commerciale plutôt que sur ses

effets culturels marginaux. N. Glaisyer ne fait pas suffisamment le lien entre la nécessaire réconciliation du commerce et de la piété, et la bibliographie, abondante et remarquable, sur le développement de l'économie à cette période. De même, malgré les déclarations d'intention de l'auteur, celle-ci ne consacre pas assez d'attention aux excellents travaux sur l'épistémologie du XVIII^e siècle et les progrès du programme de la Société royale⁴. Prendre en compte ces aspects aurait pourtant poussé N. Glaisyer à développer une analyse des sermons des compagnies ; elle ne se serait pas contentée de les répartir entre partisans ou ennemis du commerce. Le choix de N. Glaisyer de se concentrer uniquement sur les effets plutôt que sur les causes culturelles des changements commerciaux décevra également les lecteurs qui espéraient trouver dans cet ouvrage une analyse interdisciplinaire et exhaustive.

Néanmoins, *The culture of commerce* est le résultat d'une recherche méticuleuse. Écrire l'histoire d'une institution qui n'a pas laissé d'archives à la postérité telle que le Royal Exchange nécessite un immense travail. À partir d'une documentation diverse et abondante, N. Glaisyer réussit le pari d'exhumer rien de moins que le regard de la société anglaise sur ce phénomène majeur qu'est la révolution commerciale.

WILLIAM PETTIGREW

traduit par ELSA DEVIENNE

1 - Ralph DAVIES a joué un rôle important dans la formation du consensus autour de la révolution commerciale, voir « English foreign trade, 1660-1700 », *The Economic History Review*, 7-2, 1954, p. 150-166.

2 - Pour un bon exemple de ces travaux entrepris dans le champ de l'histoire de la consommation, voir John BREWER et Susan STAVES (dir.), *Early modern conceptions of property*, Londres, Routledge, 1995. Pour un exemple d'étude qui décrit les formes d'expressions culturelles des marchands pendant cette période, voir Mireille GALINOU (dir.), *City merchants and the arts, 1670-1720*, Londres, Oblong, 2004.

3 - Perry GAUCI, *The politics of trade: The overseas merchant in state and society, 1660-1720*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

4 - Pour un ouvrage qui propose une analyse originale des répercussions de l'évolution des épistémologies au XVII^e siècle, voir Mary POOVEY, *A history of the modern fact: Problems of knowledge in the sciences of wealth and society*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.

Anne L. Murphy

The origins of English financial markets: Investment and speculation before the South Sea Bubble

Cambridge, Cambridge University Press, 2009, XIII-283 p.

Entre 1685 et 1695, la finance anglaise connaît une révolution. Le gouvernement recourt massivement à l'émission de titres publics pour financer la guerre contre Louis XIV et au moins une centaine de nouvelles compagnies par actions sont créées. Le public accueille avec enthousiasme ces nouvelles opportunités d'investir, ce qui conduit à l'émergence d'un marché financier étonnamment sophistiqué, dominé par l'existence de marchés à termes et de techniques compliquées comme celle des options, reprenant pour les produits financiers des pratiques en fait déjà largement expérimentées au XVII^e pour les marchandises. Malgré de nombreuses difficultés, cet essor se poursuit jusqu'en 1720 et la South Sea Bubble. C'est cette période antérieure à 1720, assez mal connue, qui intéresse Anne Murphy.

Si en 1688 les compagnies par actions existent depuis longtemps en Angleterre, elles sont peu nombreuses, peu capitalisées et avec un nombre limité d'actionnaires (de loin la plus grande, l'East India Company en a 511 en 1688). Ces sociétés se multiplient au début des années 1690, dans tous les domaines dont la production (mines, textile, papiers, etc.) et plus encore les assurances (sur la vie, les transports par mer, contre le feu après le grand incendie de Londres de 1666). Malgré cette explosion, les occasions d'investissement restent rares et les émissions rapidement souscrites. Les plaintes contre l'East India Company sont ainsi très nombreuses, car ses actions souvent très rémunératrices sont difficiles à obtenir. A. Murphy souligne justement qu'il ne faut pas non plus exagérer la profondeur du marché financier londonien. Brian Parsons a ainsi estimé en 1695 la valorisation de l'ensemble des

sociétés par actions à moins de 4 millions de livres soit sans doute 1 à 2 % de la richesse nationale de l'Angleterre. Et près de la moitié de ce capital provenait de l'East India Company et de la Banque d'Angleterre. Quant aux autres, elles offraient peu de perspectives financières bien établies et beaucoup ne survécurent pas à la crise du milieu des années 1690 et à la concurrence des emprunts publics.

Robert Shiller, grand spécialiste des marchés contemporains, a émis l'hypothèse d'un lien direct entre l'essor des médias financiers et l'intensification de la spéculation¹. A. Murphy entreprend d'en vérifier le fondement pour la fin du XVII^e siècle, en étudiant les trois types d'informations disponibles pour les investisseurs : les journaux (et les nouvelles à la main, souvent mieux informées), les listes de prix publiés (*The course of the exchange and other things* publié par John Castaing à partir de 1697 est la première liste consacrée aux seuls cours financiers) et les manuels pour investisseurs. Cette quantité assez impressionnante d'informations contribue en fait peu à orienter les investissements car elles sont souvent inutiles ou trop tardives. La collecte la plus efficace s'opère au contact direct du marché, le Royal Exchange, et des nombreux cafés et tavernes qui avoisinent Exchange Alley. Comme le soulignait déjà Peter Dickson, ce sont les discussions dans les cafés, en particulier le *Jonathan's coffee*, autour de la valeur des papiers émis par le gouvernement, qui permirent à la dette publique de devenir une marchandise soumise à l'évaluation publique².

Une partie intéressante du travail d'A. Murphy est son étude des investisseurs, appuyée sur de solides données empruntées en particulier aux archives de la Banque d'Angleterre. Elle montre que les actions de l'East India Company, à la différence de celles de cette dernière, sont pour une grande part concentrées entre quelques mains (en 1688, 64 % sont détenues par 87 individus, soit 17 % des actionnaires). De plus, l'écrasante majorité a sa résidence à Londres ou dans les alentours. Il en va différemment pour les loteries, en particulier le Million Adventure, qui ont une clientèle appartenant à la bourgeoisie moyenne, souvent provinciale. Contrairement aux affirmations des contemporains, les étrangers investissent encore peu dans la dette publique anglaise, sans doute par manque de confiance.

Ce n'est qu'après 1750 que se produit une relative internationalisation du marché financier londonien. A. Murphy estime qu'il y avait quatre à cinq mille investisseurs impliqués dans les grandes opérations de dette publique et des sociétés par actions (contre un millier environ en 1688) mais beaucoup plus pour les loteries.

Parmi la population de gros investisseurs, bien peu en fait sont réellement actifs sur le marché qui, dans les années 1690, est dominé par une vingtaine de personnes. La perception des contemporains est d'ailleurs que quelques agioteurs (*stock-jobbers*), souvent d'extraction modeste, contrôlent et manipulent la bourse. A. Murphy montre qu'il s'agit pour le moins d'une exagération. Elle brosse ainsi un portrait du spéculateur en homme d'affaires habile et, à l'encontre de la fable du laquais financier, disposant déjà de capitaux importants, ce qui n'exclut pas une certaine diversité dans les origines sociales. Reprenant la thèse de John Houghton, elle estime qu'il peut manipuler les cours des plus petites sociétés mais pas des grandes. Par ailleurs, elle insiste à plusieurs reprises, dans une perspective assez moderne, sur l'importance de leur rôle comme fournisseur de liquidités pour le marché, facilitant ainsi le financement des nouvelles sociétés et, surtout, de la dette publique. Ils aident également à la coordination entre acheteurs et vendeurs, contribution d'autant plus utile que le nombre de ces derniers est très faible. Par contre, leur fonction d'arbitragiste était obérée par la quasi-absence de substituts équivalents pour les actifs du fait de l'étroitesse du marché. Si certains *stock-jobbers* peu scrupuleux ont certainement exploité des investisseurs naïfs, un examen attentif des variations des cours de différents actifs financiers permet à l'auteur de conclure que « la majorité des mouvements inhabituels peuvent être interprétés comme des réponses à de nouvelles informations reçues par le marché » (p. 185). Le rôle de la spéculation serait donc très limité, conclusion qui est peut-être hâtive tant il est difficile, même aujourd'hui, de faire la part entre les différents types d'investissements.

Dans un chapitre appuyé sur une abondante littérature imprimée souvent composée de pamphlets anonymes, A. Murphy s'efforce de présenter le débat provoqué en Angleterre par cet essor spectaculaire du marché financier. Un premier aspect concerne les sociétés par actions.

Certains, comme Daniel Defoe, sont critiques quant à l'utilité de beaucoup des nouvelles sociétés projetées, y voyant surtout l'occasion de spéculer et de stériliser des capitaux utiles ailleurs ; d'autres, comme J. Houghton, soulignent au contraire leur importance et le besoin d'un marché financier actif pour permettre leur financement par une multitude de particuliers qui trouvent là un placement intéressant et relativement liquide. Nombre d'écrits anonymes s'insèrent dans le débat et discutent du rôle économique du marché financier, du rôle du hasard et des méfaits intrinsèques à la spéculation et à l'attribution de monopoles parfois accordés aux sociétés par actions. Un second aspect concerne la régulation des marchés par les pouvoirs publics, en particulier celui des titres publics. Beaucoup, comme D. Defoe, soulignent l'impossibilité pour un gouvernement d'imposer des règles à un marché dont il dépend pour son financement.

L'ouvrage d'A. Murphy constitue une étude remarquable, appelée à devenir un classique, sur les conditions d'émergence d'un marché financier. Les études empiriques aussi abouties sont très rares pour le XVII^e siècle et ce livre apporte une riche moisson de connaissances nouvelles. Il montre en particulier la rapidité avec laquelle s'élaborent de nouveaux comportements d'investisseurs, capables de gérer et d'exploiter les risques de marché avec le développement de contrats complexes, et les difficultés rencontrées par l'État pour associer gestion de la dette publique et élaboration de règles pour le nouveau marché financier.

JEAN-YVES GRENIER

1 - Robert J. SHILLER, *Irrational exuberance*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

2 - P. G. M. DICKSON, *The financial revolution in England: A study in the development in public credit, 1688-1756*, Londres, Macmillan, 1967.

Steve Pincus

1688: The first modern revolution

New Haven, Yale University Press, 2009, XIII-647 p.

1688: The first modern revolution est un ouvrage audacieux, riche et courageux. La thèse défendue s'affiche, avec provocation, dans le titre :

le caractère inédit des révolutions américaine et française, ainsi que l'importance de la révolution anglaise des années 1640 et 1650, sont niés. De surcroît, Steve Pincus remet en question les conclusions de nombreux historiens de la Glorieuse Révolution de 1688-1689, notamment celles de Thomas Macaulay, mais aussi celles des historiens marxistes et révisionnistes, car aucun d'entre eux, affirme-t-il, n'a su déceler le caractère véritablement révolutionnaire de cet épisode. La thèse de S. Pincus est extrêmement claire et simple : la Glorieuse Révolution est le résultat d'une lutte entre deux camps rivaux – d'un côté, Jacques II et ses partisans toriotes, et de l'autre, leurs rivaux whigs –, chacun proposant une vision différente de la manière dont la Grande-Bretagne doit moderniser l'État, l'économie et l'Église. Bien que ces visions concurrentes soient profondément enracinées et incompatibles, elles ne conduisent à la révolution que lorsque Jacques II met en œuvre certains éléments-clés de sa politique. Un malaise considérable s'ensuit, les whigs et leurs partisans adoptant une position inflexible, ce qui donne l'opportunité aux Hollandais, sur ordre du stathouder, de risquer l'envoi d'une large flotte et d'hommes vers l'Angleterre. Ces événements sont alors qualifiés de révolutionnaires car ils impliquent une quantité de gens du commun ainsi qu'une violence extrême, et parce qu'est mis en place un nouveau régime dont le but est de transformer radicalement la politique extérieure, l'économie politique et la place de l'Église.

Cet ouvrage remarquable possède cinq grandes forces. Tout d'abord, aucune autre histoire de la Glorieuse Révolution n'avait jusque-là reposé sur un tel travail d'archives. S. Pincus peut ainsi démontrer ses affirmations audacieuses grâce à de nombreux détails minutieux. Si leur accumulation témoigne d'un effort de recherche considérable, c'est le talent dans leur agencement et leur présentation qui mérite d'être souligné. S. Pincus ne néglige pas les sources primaires imprimées, bien qu'elles aient déjà été largement exploitées – quoique jamais, peut-être, si intensément. Deuxièmement, chaque détail est inséré au sein d'une structure dont l'architecture même est moderne : les lignes épurées, nettes, dénuées de tout ornement créent une parfaite harmonie entre forme

et fonction. Malgré sa richesse et sa profondeur, l'ouvrage reste extrêmement clair et pourra être facilement compris par les non-spécialistes. Troisième force de l'ouvrage, liée à la précédente, l'auteur n'hésite pas à employer des concepts importants tels que ceux de « modernité » ou de « révolution », s'appuyant volontairement sur la bibliographie issue des sciences politiques. Par exemple, il utilise de manière particulièrement convaincante l'analyse des causes de la Révolution française donnée par Alexis de Tocqueville dans son interprétation des événements qui secouent l'Angleterre de la fin du XVII^e siècle. Il a certainement raison quand il affirme que la Glorieuse Révolution n'est pas le produit de tensions entre changement et tradition, mais bien le résultat de mutations qui font apparaître des différences irréconciliables. Quatrièmement, S. Pincus marie ensemble des champs historiques qui restent d'ordinaire séparés, notamment l'histoire politique, diplomatique, économique, religieuse et intellectuelle. Il y apporte d'impressionnantes contributions, ce qui est d'autant plus remarquable étant donné sa passion pour le travail d'archives. Enfin, lorsque S. Pincus pense que ses prédécesseurs se sont trompés, il l'indique clairement, et à plusieurs reprises. Les interprétations de nombreux historiens sont ainsi critiquées. En définitive, cet ouvrage n'offre pas simplement une importante réinterprétation de la révolution mais propose un véritable défi. Il apporte non seulement quantité d'informations et d'idées, mais aussi de nouveaux terrains de discussion.

Dans ce cadre, quelques doutes peuvent être émis – en particulier en ce qui concerne la méthodologie utilisée par S. Pincus – puis explicités par un exemple. Un des aspects les plus frappants de cet ouvrage tient au fait que, malgré son immersion théorique et archivistique, les catégories qu'il emploie restent généralement simples et binaires. À maintes reprises, S. Pincus nous dépeint un monde en noir et blanc. Par exemple, les contemporains sont décrits simplement comme toriotes ou whigs, considérant que la meilleure voie vers la prospérité réside soit dans la propriété du sol, soit, au contraire, dans l'industrie – mais pas les deux. Si cela contribue à la clarté de sa présentation, ce dualisme conduit à simplifier leurs

opinions, voire à omettre certaines positions, moins visibles ou plus vagues, en particulier lorsqu'il s'agit des indécis ou des agnostiques. S. Pincus est un homme de certitudes et, dans son récit, les Britanniques de la fin du XVII^e siècle le sont aussi. Par conséquent, il n'y a pas de place dans son analyse pour la « *country persuasion* » que nombre d'historiens ont décrite. De manière similaire, l'analyse qualitative proposée par S. Pincus étaye des affirmations qui sont, elles, bien souvent quantitatives. S. Pincus soutient que la révolution est plus populaire, plus violente et qu'elle provoque davantage de divisions, en accumulant les détails à ce propos, mais sans procéder à une mesure systématique de certains de ces aspects. Bien souvent, ses arguments reposent sur des citations, nombreuses, assorties d'une seule longue note de bas de page, dans laquelle il est extrêmement difficile de retrouver les sources de l'auteur. S. Pincus ne rend ici pas service aux lecteurs spécialistes de la période.

Par ailleurs, malgré l'immense travail de recherche accompli, S. Pincus a naturellement dû procéder à des choix. Par exemple, il ne s'attarde pas sur la perspective hollandaise ou les rôles de Guillaume, Marie et Anne, figures qui restent toutes dans la pénombre ; ceci conduit, par moments, à des conclusions discutables sur l'effondrement du régime de Jacques II, le don du trône à Guillaume et la politique ecclésiastique après 1688. De la même façon, il est intéressant, d'un point de vue théorique, de constater que S. Pincus a choisi de ne pas aborder les concepts d'Ancien Régime ou de contre-révolution en tant qu'aspects fondamentaux des révolutions modernes (bien qu'il évoque l'opposition au nouveau régime en Irlande et en Écosse). Enfin, S. Pincus explique volontiers en quoi son interprétation remet en question celles des autres historiens mais, lorsqu'il est d'accord avec ces derniers, il se contente de le signaler dans les notes de bas de page, quand seulement il le mentionne. Il omet parfois de citer des sources secondaires existantes, préférant énumérer des références aux sources primaires pour parvenir à des conclusions que d'autres ont déjà soutenues ou suggérées. Seuls les spécialistes pourront discerner les passages dans lesquels il fonde son analyse sur le travail d'autres historiens.

Ces remarques indiquent que, malgré ma grande admiration pour cet ouvrage, j'émet des doutes sur un certain nombre de ses affirmations principales. J'évoquerai en particulier celle selon laquelle la Glorieuse Révolution a été violente non seulement, comme cela est bien connu, en Écosse et en Irlande, mais aussi en Angleterre. Il remet ainsi en question l'interprétation traditionnelle qui fait de la révolution en Angleterre un épisode relativement peu sanglant. S. Pincus a probablement raison quand il affirme, en se servant du travail de David Hosford sur le soulèvement dans le Nord, que la révolution en Angleterre a été davantage soutenue qu'on ne l'a généralement écrit, bien qu'il élude l'importance du neutralisme et du rôle de la princesse Anne¹.

À l'instar de William Sachse, il montre également très clairement qu'il y a eu des destructions de propriété et une hostilité franche à l'égard des partisans de Jacques II, en particulier les catholiques². Cependant, il ne dit pas si la révolution en Angleterre a engendré une violence comparable à celle qu'ont connue l'Amérique et la France durant leurs propres révolutions. Par exemple, la grande armée de Guillaume qui débarque en Angleterre en 1688 ne combat pas une seule fois, au sens strict du mot, puisque l'armée de Jacques II se désagrège et fait retraite. Il y a bien eu quelques brèves confrontations entre de petites formations, avec des pertes humaines relativement réduites (les chiffres précis ne sont pas donnés), que S. Pincus est enclin à considérer comme des batailles ; beaucoup n'en penseraient pas autant. S. Pincus ne montre pas non plus que la violence populaire a engendré d'importantes pertes humaines. Encore une fois, peu de données chiffrées nous sont fournies et les preuves solides sont énumérées à côté d'informations qui relèvent davantage de la rumeur. Il décrit les foules agissant avec une certaine discipline, visant des buts précis et, finalement, montrant une certaine retenue. C'est un point important mais cela démontre une violence d'une intensité très différente de celle que connaîtront plus tard les révolutions « classiques ». En Angleterre, il n'y a pas eu d'équivalent à la prise de la Bastille, à l'attaque des Tuileries du 10 août 1792 ou à la Terreur. Le cas anglais ferait tâche s'il était inclus dans l'analyse comparative faite par Arno

Mayer de la violence révolutionnaire en France et en Russie³.

Une des grandes forces de cet ouvrage tient au fait qu'il forcera les spécialistes à remettre en question leurs interprétations de la Glorieuse Révolution et, en particulier, de sa nature révolutionnaire. S. Pincus a absolument raison : il s'agit bien d'une révolution, avec des causes structurelles et des intentions généralement sous-estimées par les spécialistes. Il est probable que les historiens attaquent notamment ses affirmations concernant la modernité, la popularité et la violence de la révolution en Angleterre. Ils interrogeront sûrement aussi ses conclusions concernant les intentions des contemporains et les conséquences de leurs actes, à court et moyen terme, du don du trône à Guillaume jusqu'à la fondation de la Banque d'Angleterre. C'est un ouvrage qui bouleverse les connaissances des historiens et qui va stimuler de manière bénéfique la recherche sur cette période de l'histoire britannique, dont il rend l'importance évidente aux yeux de tous. C'est un ouvrage qui mérite, et trouvera, un vaste lectorat.

JULIAN HOPPIT

traduit par ELSA DEVIENNE

1 - David H. HOSFORD, *Nottingham, nobles and the North: Aspects of the revolution of 1688*, Hamden, Archon Books, 1976.

2 - William L. SACHSE, « The mob and the revolution of 1688 », *The Journal of British Studies*, 4-1, 1964, p. 23-40.

3 - Arno J. MAYER, *The furies: Violence and terror in the French and Russian revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

Tony Claydon

Europe and the making of England, 1660-1760

Cambridge, Cambridge University Press, 2007, x-370 p.

La notion de « construction » (*making of*) se retrouve dans un nombre considérable de titres et, pour prendre quelques exemples relatifs à l'Angleterre moderne, elle s'applique aussi bien à l'empire britannique avec Allan Macinnes, à

l'essor urbain de Londres avec Martin Spence ou bien à la production littéraire avec Paul Hammond¹. Elle sous-entend l'idée d'une construction identitaire, associant des convictions, des hommes et des réalités tangibles (outils, bâtiments, livres...). Ces ouvrages s'inscrivent dans une sorte de récit des origines dans lequel une thématique, présentée comme négligée jusque-là par les historiens, apparaît comme décisive. C'est dans cet esprit que Tony Claydon, l'auteur d'une étude de la « propagande » religieuse de Guillaume III lors de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697), envisage la construction d'une identité anglaise dans une perspective européenne.

Depuis plusieurs décennies, l'axiome d'une singularité irréductible de l'Angleterre vis-à-vis du continent a fait l'objet d'une profonde remise en question. Les effets réels et supposés de l'insularité, l'originalité des institutions parlementaires et anglicanes, son développement économique : ce sont autant de sujets associés à une forme d'exceptionnalisme anglais. La tendance est à souligner l'intense circulation des individus – des réfugiés, des réformateurs, des pamphlétaires, des négociants – de part et d'autre de la Manche². Il ne reste pas un événement en Angleterre, dans le domaine religieux, économique culturel ou politique, qui puisse faire l'économie d'une contextualisation européenne.

Le titre de l'ouvrage laisse donc espérer une forme de synthèse dans une période où l'Angleterre s'impose comme la première puissance militaire et coloniale du continent. Le cadre chronologique retenu correspond précisément à la consécration de l'exception anglaise avec ses épisodes bien connus de la Glorieuse Révolution, du ministère Walpole et de l'émergence d'un patriotisme britannique incarné par Henry Bolingbroke. Mais, en réalité, la problématique de l'auteur est bien plus précise. Il se propose d'étudier à travers une centaine d'imprimés – récits du Grand Tour, pamphlets, histoires ecclésiastiques et politiques – la place de l'Europe dans les controverses religieuses en Angleterre. Certains auteurs sont bien connus, comme Gilbert Burnet, Daniel Defoe, Joseph Addison, Paul de Rapin Thoyras, mais l'étude s'est aussi portée sur des figures plus secondaires comme Jean Durel.

Pour T. Claydon, l'apport européen dans les débats ecclésiologiques ou spirituels aurait été un élément essentiel de la « construction de l'Angleterre » des Stuarts aux Hanovres. Il s'agit de revenir sur la singularité de la Réforme anglicane par rapport aux Églises luthériennes et calvinistes du continent, sur le mythe d'une Église d'État gouvernée par le monarque, préservant en son sein un équilibre entre l'autorité des évêques et les exigences spirituelles du calvinisme et permettant à cette fameuse *via media* de s'épanouir, entre la tyrannie de l'Église romaine et le sectarisme protestant. T. Claydon confirme en partie les travaux de Linda Colley sur la construction d'une altérité (*otherness*) fondée sur la haine du catholicisme, haine qui se retrouve aussi bien dans les tableaux de William Hogarth que ceux de William Turner. Cependant, il démontre de manière convaincante que les récits autour de la condition des catholiques et des protestants en Europe continuent de diviser l'opinion.

Une première ligne de fracture tourne autour des mesures à prendre vis-à-vis des protestants qui refusent de se conformer aux rites anglicans. Jusqu'en 1689, avant l'arrivée de monarques étrangers (le hollandais Guillaume III et les rois hanovriens), les partisans d'une stricte conformité soulignent l'importance d'une Église forte et unifiée sous le gouvernement conjoint des monarques et des évêques. Le *Toleration Act* de 1689 maintient l'exclusion des non-conformistes aux élections et aux charges politiques. Mais divers événements européens – la persécution des protestants du Palatinat en 1709, les expériences de coexistence religieuse rapportées par des voyageurs anglais dans l'empire – entretiennent les débats sur le bien-fondé de cette loi. De ce point de vue, les Provinces-Unies sont alternativement présentées comme un modèle de coexistence religieuse ou comme le symbole d'une incapacité des Églises protestantes à s'unir contre le péril catholique. Après 1715, la spiritualité latitudinaire qui semblait s'imposer dans l'Église anglicane avec l'arrivée de George I^{er} n'exclut pas la persistance de violentes polémiques au sein des prélats whigs. L'auteur décrit avec précision les enjeux de la querelle de Bangor en 1717, autour de l'évêque Benjamin Hoadly. Dans *The nature of the Kingdom, or church, of Christ*,

ce dernier laissait entendre que l'Église pouvait être considérée comme une union mystique de tous les protestants européens. La violence avec laquelle son propos est accueilli par d'autres prélats pourtant hostiles aux *High Church* – un groupe partisan d'un renforcement de l'autorité épiscopale – révèle les incertitudes sur l'avenir de l'Église anglicane.

Au-delà des débats sur la tolérance, de nombreux auteurs anglais soulignent leur attachement à l'idéal d'une chrétienté européenne qui puiserait dans l'abaissement de la papauté l'espoir d'une réconciliation. Cette vision supranationale de la chrétienté aurait été renforcée par les guerres contre Louis XIV (assimilé à l'antéchrist turc) et par une critique de l'essor colonial hollandais qui, par sa cupidité, aurait compromis l'évangélisation des païens. Dès lors, l'Angleterre ne se posait pas simplement comme la gardienne de la cause protestante mais comme l'unique puissance à même d'assumer le fardeau de l'homme chrétien dans le monde. Cette approche a le mérite d'élargir l'idée d'un intérêt national, souvent défini à partir des considérations dynastiques et économiques, à des considérations religieuses.

Cependant, on peut regretter plusieurs insuffisances dans la démonstration. D'une part, les imprimés sont surtout utilisés pour illustrer la position de leurs auteurs. Les citations sont nombreuses et s'enchaînent les unes après les autres en suivant un ordre thématique : la géographie, l'histoire, la diplomatie, les partis, l'ecclésiologie. Ces discours innombrables paraissent parfois se déployer dans une sphère abstraite où il est question de public, de propagande et de controverses. Il s'agit de notions problématiques qui pourraient être mieux associées à un contexte précis et à une action politique. D'autre part, ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir un ouvrage consacré aux liens entre l'Angleterre et l'Europe qui n'accorde aucune place à l'historiographie européenne. Il s'agit d'ailleurs d'un phénomène étendu. Nombre d'ouvrages s'emploient, à partir d'un matériel pamphlétaire anglais, à souligner la force des liens entre l'Angleterre et le continent, mais négligent bien souvent les sources et les problématiques élaborées sur le continent. Si les contemporains de Charles II à George III étaient sensibles à l'actualité des querelles reli-

gieuses européennes, comment expliquer que la démonstration exclue toute approche comparative. Un rapprochement avec les querelles suscitées par le jansénisme aurait pu permettre de souligner ou d'atténuer l'existence d'un particularisme anglais.

En somme, il s'agit donc d'un ouvrage important qui livre une vaste synthèse sur la diversité des discours anglais autour de l'Europe et qui offre une nouvelle interprétation de l'histoire religieuse. L'intensité des controverses autour de l'avenir du protestantisme anglican et européen ainsi que de la survivance de la notion de chrétienté contredit l'idée d'une sécularisation précoce de la société anglaise.

STÉPHANE JETTOT

1 - Allan I. MACINNES, *Union and empire: The making of the United Kingdom in 1707*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; Martin SPENCE, *The making of a London suburb: Capital comes to Penge*, Monmouth, Merlin, 2007 ; Paul HAMMOND, *The making of Restoration poetry*, Cambridge, D. S. Brewer, 2006.

2 - Jean-Philippe GENET et François-Joseph RUGGIU (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques : France-Angleterre, X^e-XX^e siècles*, Paris, PUPS, 2007 ; Renaud MORIEUX, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise, XVII^e-XVIII^e siècles*, Rennes, PUR, 2008.

Benjamin Kaplan et al. (dir.)

Catholic communities in Protestant states: Britain and the Netherlands c. 1570-1720
Manchester, Manchester University Press, 2009, XIV-274 p.

Le XVII^e siècle européen ressemble de prime abord à un âge baroque, dominé sur le plan religieux par l'Église catholique sous sa forme tridentine, militante et triomphante. Ce n'est toutefois le cas ni dans les royaumes britanniques, ni aux Provinces-Unies, pays emblématiques de l'Europe atlantique moderne. Dans ces États protestants, les catholiques constituent une minorité privée de droits politiques et d'une vie publique.

Comme le note Willem Frijhoff, l'historiographie traditionnelle a souvent abordé les catholiques minoritaires sous l'angle étatique. Cantonnée aux frontières nationales, l'analyse faisait fi des individus et des notions de réseaux. La perspective nationale met l'accent sur la persécution des catholiques et « victime » (p. 2) par conséquent les minorités opprimées.

Jusqu'au dernier quart du XX^e siècle, l'histoire religieuse était dominée par des ecclésiastiques selon un clivage confessionnel bien respecté, les catholiques écrivant l'histoire de leurs institutions et les protestants de leurs Églises officielles. Le point de vue confessionnel induit la sous-exposition du rôle des laïcs et des femmes, exclus de l'histoire institutionnelle et masculine de l'Église catholique.

Depuis quelques décennies, un changement d'échelle et de méthode modifie la perspective sur la réalité de l'existence vécue des minorités catholiques. La vision théologique cède la place à une histoire problématisée, culturelle et anthropologique, employant les méthodes des sciences sociales. La prise en compte de la dimension transnationale (et non seulement ultramontaine de l'Église catholique romaine) et la comparaison des évolutions nationales permettent de reconsidérer l'histoire des minorités. Le catholicisme clandestin est redéfini comme une culture de groupe sociétale, avec une identité religieuse spécifique.

Malgré leur proximité dans bien des domaines et leur intérêt au XVII^e siècle, la situation des catholiques dans les îles Britanniques (ici surtout l'Angleterre) et au sein de la république des Provinces-Unies n'a (étonnamment) fait l'objet d'aucune démarche comparatiste auparavant. L'histoire politique, militaire et économique a escamoté celle, socio-religieuse et à échelle humaine, qui est esquissée dans ce volume. L'ouvrage s'inscrit dans la série *Britain and the Netherlands*, née des rencontres triennales néerlandais-britanniques organisées depuis 1959 à l'initiative des professeurs John Bromley et Ernst Kossmann.

La problématique centrale des stratégies – sans cesse adaptées – de survie identitaire dans un contexte politique hostile et évolutif est abordée de manière thématique dans des contributions nombreuses, mais courtes. L'aréopage

de dix-sept spécialistes néerlandais-britanniques revisite l'histoire du catholicisme par le biais des rapports sociaux, des réseaux internationaux, et des cultures rituelle et matérielle.

L'examen des rapports entre laïcs et clergé dans une terre de Mission fait apparaître des différences entre les deux territoires. Le catholicisme néerlandais contraste avec la double dichotomie, constatée ailleurs en Europe lors de la Réforme catholique, entre le clergé et les laïcs d'une part et entre l'élite et la masse d'autre part. Charles Parker forge le terme de « confessionnalisation coopérative » (p. 28) pour décrire la collaboration étroite des ecclésiastiques et des laïcs dans la République. La faiblesse numérique de la prêtrise (entre 70 en 1600 et 445 en 1645 pour environ 300 000 catholiques) rend le recours au laïcat indispensable pour la survie même de la minorité religieuse. Les *kloppjes*, ces vierges mi-laïques, mi-régulières, au nombre de 4 800 à la fin du siècle selon Joke Spaans, et le patronage par les élites (y compris féminines) contribuent au fonctionnement et à la réforme de l'Église catholique dans la *Missio Hollandica*.

En Angleterre, la situation est sensiblement différente. Paradoxalement, malgré une persécution endémique jusqu'à la fin du XVII^e siècle, le nombre de prêtres est très élevé (environ 400 pour seulement 60 000 catholiques, soit un taux d'encadrement supérieur à bien des pays catholiques). Michael Mullett souligne que le surnombre du clergé induit sa paupérisation. Si le concile de Trente prévoit l'indépendance économique du prêtre comme socle de son indépendance morale, le clergé anglais dépend financièrement de la *gentry*. L'adaptation du prestige clérical aux conditions spécifiques de la Mission anglaise implique une entorse aux préceptes de la Réforme catholique.

Les deux Missions, chapeautées par le nonce apostolique à Bruxelles jusqu'en 1622, ont recours aux réseaux internationaux pour subsister. Les Pays-Bas espagnols font office de bastion de la Contre-Réforme, et constituent à la fois un refuge et un relais avec le reste du monde catholique. Paul Arblaster et Claire Walker démontrent le lien permanent des communautés catholiques des deux États protestants avec ce modèle de société tridentine.

Refuge pour le clergé et les laïcs, les Pays-Bas constituent une base logistique pour la formation (séminaires de Douai et de Louvain), et la presse catholique (Anvers, Douai, Louvain, Saint-Omer).

Dans le domaine de l'art sacré, l'influence internationale est également tangible. Aux Provinces-Unies, des lieux de culte domestiques ou clandestins se multiplient après 1650. Exigües, ils ne laissent guère de place à la peinture sacrée ; Xander van Eck identifie toutefois plusieurs spécialistes actifs à Utrecht (Abraham Bloemaert), Haarlem (Pieter de Grebber), et Amsterdam (Jacob de Wit). Les tableaux d'autel de ses maîtres se conforment sur le plan iconographique aux canons de « l'art contre-réformiste international » (p. 228), tout en répondant à un style personnel. La persécution anglaise, plus virulente, favorise l'emploi d'un art sacré éphémère, comme des xylographies, souvent imprimées aux Pays-Bas ou en France (Richard Williams).

L'analyse de la coexistence et de l'interaction sociales entre la minorité catholique et leurs voisins « normaux » met en lumière les différentes adaptations à un environnement défavorable. Partant du passionnant exemple du tableau des *Syndics des drapiers* peint à Amsterdam en 1662, Benjamin Kaplan examine l'endogamie. Parmi les cinq personnages immortalisés par Rembrandt (lui-même un chrétien sans église) lors d'une session de travail en bonne intelligence, on compte un seul calviniste, un mennonite, un remontrant et deux catholiques. Si « l'œcuménicité de tous les jours », selon l'expression de W. Frijhoff, fonctionne dans le travail, les guildes, les quartiers, les milices et autres confréries, qu'en est-il du mariage interconfessionnel pendant l'Âge d'Or ? Les données, assez disparates pour la période 1650-1800, dévoilent un taux élevé d'intermariages, particulièrement chez les catholiques. Toutefois, le cloisonnement ne s'étend pas aux autres domaines de la vie en société, écartant le spectre du *verzuiling*, cette séparation en colonnes verticales typique de la société néerlandaise des XIX^e et XX^e siècles.

La situation anglaise, examinée par William Sheils à travers l'étude de cas de paroisses rurales et urbaines, montre un contraste entre

les campagnes (avec une culture du voisinage favorisant la stabilité sociale) et les villes (avec des tensions récurrentes, et une persécution souvent liée au rythme de la politique étrangère).

Une adaptation pragmatique à la réalité régit la vie rituelle du catholicisme clandestin. Exclu de l'espace public, le culte se réfugie dans le domaine privé. Cela est également vrai dans les régions majoritairement peuplées de catholiques, comme dans les Pays de la Généralité (Charles de Mooij) et en Irlande (Ute Lotz-Heumann), où la confessionnalisation revêt une dimension politique.

À la différence du cas anglais, où selon Alexandra Walsham les catholiques évitent leurs anciennes églises « polluées » (p. 110) par la présence anglicane, leurs homologues néerlandais maintiennent un lien avec leurs ex-lieux sacrés, transformés en temples calvinistes. En la quasi-absence de cimetières séparés, courants en Angleterre, les catholiques des Provinces-Unies fréquentent les temples de l'Église publique à l'occasion, entre autres, des funérailles. Judith Pollmann décrit l'aspect parfois interconfessionnel des enterrements, lorsque les voisinages et les guildes (tous deux mixtes) se mêlent au cortège funéraire, seule manifestation publique des catholiques dans un État calviniste.

Ce recueil d'articles offre un intéressant tour d'horizon de deux communautés catholiques dans des puissances protestantes voisines. L'homme (et la femme, *gender history* oblige) sont au centre d'une réflexion autour de la nature et de la force de la conscience de soi d'un groupe social. Il s'agit d'une représentation nécessairement parcellaire de deux minorités catholiques dans des sociétés qui ont certes leur présence en commun, mais qui diffèrent sensiblement quant aux conditions qu'elles leur réservent. Le questionnement thématique s'inscrit dans une chronologie en pointillés, qui rend sans doute difficile aux non-spécialistes de saisir les changements simultanés et réciproques du temps et de l'espace dans cette période très mouvementée. *Catholic communities in Protestant states* a le mérite d'entamer la délicate comparaison de deux aires à la fois similaires et très particulières, et de jalonner ainsi une voie.

ANDREAS NIJENHUIS

Joanna Innes

Inferior politics: Social problems and social policies in eighteenth-century Britain
Oxford, Oxford University Press, 2009,
xviii-364 p.

Joanna Innes occupe une place originale dans le paysage académique britannique. Enseignante à Somerville College (Oxford), elle a toujours consacré beaucoup de son temps et de son énergie au service de la communauté historienne. Elle a été, en particulier, coéditrice de la prestigieuse revue *Past and Present*, de 1990 à 2000. Elle a également beaucoup publié, essentiellement des articles et des contributions à des ouvrages collectifs et n'a donc pas produit les monographies ou les essais qui sa maîtrise reconnue de l'histoire politique et sociale de l'Angleterre du long XVIII^e siècle aurait fait attendre¹. Il en résulte que l'œuvre considérable de cette historienne reste dispersée, ce qui en occulte à la fois la réelle cohérence et la puissance intellectuelle. Il convient donc de saluer chaleureusement la parution de cet ouvrage qui réunit sept textes majeurs de J. Innes, précédés d'une introduction qui les resitue dans la pensée de leur auteur. Cinq ont été publiés entre 1980 et 1998 et deux sont inédits : l'un sur les enquêtes sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle et l'autre, un des plus passionnants du recueil, sur l'action protéiforme d'un menuisier londonien enclin à la réformation des mœurs. Le volume embrasse donc près de trente ans de recherches sur les problèmes sociaux de l'Angleterre des Hanovre et sur les solutions que la nation politique a accepté de mettre en œuvre sous la forme de ce que de J. Innes appelle les *social policies*.

À travers la question des *social policies*, J. Innes aborde, d'une manière plus large, la place du Parlement dans le système politique de l'Angleterre hanovrienne. Elle travaille, en effet, à un moment où les rôles respectifs des différents pouvoirs hérités de l'époque des Tudors et des Stuarts étaient encore mal définis, surtout en ce qui concerne les affaires intérieures (*domestic issues*). Le roi n'avait plus sur les localités la capacité d'action dont avaient encore bénéficié, directement ou par l'intermédiaire de leur Conseil privé, les Stuarts. Le Cabinet, dont la légitimité politique restait fra-

gile, et les départements d'État n'avaient pas encore l'autorité et les moyens dont ils ont joui à partir de la fin du XVIII^e siècle. Il en résulte l'impression d'une relative déconnexion entre un pouvoir central au périmètre très resserré, autour de l'État fiscal et militaire décrit par John Brewer, et les autorités des comtés qui paraissent gérer en toute autonomie les populations locales. Dans cette perspective, l'État central n'a semblé faire son retour sur la scène locale qu'à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, dans le cadre des bouleversements politiques impulsés par les guerres contre la France et réclamés par l'« âge de la réforme ». J. Innes, au contraire, a montré au fil de ses articles, en particulier « The domestic face of the military-fiscal state », à quel point l'absence de l'État n'a été qu'apparente car le Parlement apparaît, dès le début du XVIII^e siècle, comme le lieu de l'élaboration d'une politique nationale destinée à prendre en charge les problèmes sociaux des populations. Elle désigne cette branche de la politique sous le terme d'*inferior politics*. Elle la détache ainsi nettement de la *high politics*, à laquelle s'intéressent généralement les historiens de l'État et de la vie politique qui tendent se concentrer sur les luttes entre les hommes et les partis au sommet de l'État, ou bien sur les questions de politique extérieure. Mais le terme renvoie aussi à la notion, présente au XVIII^e siècle, d'*inferior officers* qui désignait justement les magistrats des comtés et les officiers des paroisses ; ils étaient au contact direct des problèmes sociaux et cherchaient à les résoudre, avec l'appui des députés, souvent des *backbenchers* dénués d'ambitions politiciennes.

Le second centre d'intérêt de J. Innes est donc la *social policy*, c'est-à-dire les doctrines élaborées et les actions menées par les autorités pour prendre en charge les grandes questions sociales comme la régulation des marchés, la lutte contre la criminalité, la subsistance des pauvres, l'éradication des vices – en particulier de la prostitution – et de l'immoralité, ou encore l'amélioration du sort des débiteurs. Elle dépasse l'idée d'un simple renforcement du contrôle social réalisé au profit unilatéral des élites et exercé du haut de l'État vers le bas. Elle montre, au contraire, la coalescence autour de ces textes d'un ensemble très complexe de

groupes de pression et d'intérêts : grands seigneurs réformateurs, magistrats locaux, religieux de différentes Églises, ou encore membres des sociétés de réforme des mœurs, comme la Proclamation Society ou la Vice Society qu'elle étudie en détail dans l'article « Politics and morals », et qui mêlaient élites foncières, bourgeoisies, voire artisans, boutiquiers et fermiers aisés. Elle met également en lumière les moyens par lesquels les communautés ou les individus, comme les débiteurs par exemple, pouvaient, en particulier par le biais de la pétition au Parlement, agir du bas vers le haut.

Le volume donne donc un excellent aperçu des forces de la méthode de travail choisie par J. Innes. Ses articles sont pratiquement tous construits de la même manière et peuvent servir de modèle par les denses et brillantes mises en perspective historiographiques qui les ouvrent, par la rigueur de la recherche qu'ils développent, toujours appuyée sur des documents variés et de première main, et par leurs conclusions, qui reviennent clairement sur les déplacements opérés au fil du texte. Par ailleurs, la juxtaposition de textes rédigés à des périodes très différentes met en relief de façon saisissante la progression de la pensée de leur auteur. Les dernières pages de « Politics and morals: The reformation of manners in later eighteenth-century England », publié en 1990, font ainsi allusion aux *reforming constables*, c'est-à-dire à ces petits magistrats de quartier impliqués dans la lutte contre les vices. Elles annoncent donc directement la splendide enquête, intitulée « The Protestant carpenter », qu'a menée J. Innes à la fin des années 2000, sur la figure de William Payne, un simple menuisier de Londres, dont l'action, complexe et parfois ambiguë, symbolise justement celle de ces *reforming constables*. Elle montre, en particulier, la manière dont ce personnage, peu fortuné et sans doute peu lettré, a su combiner les formes de pouvoir pour agir sur des registres très différents, de la lutte contre les fraudes alimentaires, en particulier sur la viande, aliment aussi emblématique pour les Londoniens que le pain blanc pour les Parisiens, à la chasse aux prostituées. Il a ainsi acquis une réelle envergure sociopolitique. J. Innes nous livre ici des éléments fondamentaux pour comprendre l'organisation et le fonctionnement des micro-pouvoirs que

constituaient alors les localités anglaises. La prison du *King's Bench*, au cœur de Londres, en fournit, elle aussi, une saisissante illustration puisqu'elle apparaît comme une organisation partiellement autogérée par les prisonniers pour dettes en liaison avec l'administration de la prison et les juges.

La juxtaposition des textes permet aussi de mesurer les progrès méthodologiques qu'a permis la révolution de la numérisation des sources historiques depuis les années 1990. « The Protestant carpenter » a, par exemple, bénéficié de la mise en ligne de l'ensemble des archives du tribunal du *Old Bailey*, qui constituait la principale cour de justice criminelle de Londres². J. Innes se déclare, en revanche, immune à l'essor de la dimension britannique des recherches historiques, très marquée dans les années 1990, et elle revendique le fait de travailler sur la seule Angleterre, ce qui n'empêche pas quelques échappées vers le cas écossais lorsqu'elle étudie la promulgation des actes locaux par le parlement de Westminster et, surtout, de chercher des éléments de comparaison européens, par exemple dans « The domestic face of the military-fiscal state ». Enfin, J. Innes a résisté à la tentation de négliger les premières décennies du XVIII^e siècle pour mieux valoriser l'âge de la Réforme et de la révolution industrielle que les historiens tendent à privilégier. Dans l'article « Power and happiness », fort de près de 70 pages inédites, elle dément, par exemple, l'idée selon laquelle les enquêtes économiques et sociales auraient régressé dans l'Angleterre des premières décennies du XVIII^e siècle, entre les géants de l'arithmétique politique de la seconde moitié du XVII^e siècle et les pionniers de la statistique économique de la fin du XVIII^e siècle.

La principale limite d'une telle collection de textes est, outre certaines répétitions d'un papier à l'autre, de ne pas rendre compte de l'ensemble des apports scientifiques de J. Innes, comme en témoignent les nombreux et tentateurs renvois faits dans les notes de bas de pages à d'autres articles plus ou moins aisés à se procurer. Une bibliographie complète de ses articles et contributions n'aurait d'ailleurs pas été inutile. S'il nous permet de mieux comprendre le travail remarquable qu'a réalisé J. Innes depuis la fin des années 1970, *Inferior*

politics ne saurait donc la dispenser de l'essai sur les problèmes sociaux, sur l'action du Parlement et sur la formation même de l'État dans l'Angleterre du long XVIII^e siècle, que ses collègues, comme ses étudiants, attendent avec impatience.

FRANÇOIS-JOSEPH RUGGIU

1 - Elle a, elle-même, codirigé deux recueils de contributions qui ont été particulièrement remarqués : avec Hugh CUNNINGHAM, *Charity, philanthropy and reform: From the 1690s to 1850*, Basingstoke, Palgrave, 1998 et, surtout, avec Arthur BURNS, *Rethinking the age of Reform: Britain 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

2 - Voir <http://www.oldbaileyonline.org/>.

K. D. M. Snell

Parish and belonging: Community, identity and welfare in England and Wales, 1700-1950

Cambridge, Cambridge University Press, 2006, XIV-541 p.

Il y a deux manières d'appréhender le livre de Keith Snell. C'est d'abord un ambitieux travail d'histoire sociale, fondé sur de considérables enquêtes en archives, aux analyses souvent neuves, portant sur la paroisse en Angleterre et au Pays de Galles de 1700 à 1950. C'est aussi un manifeste sur le rôle néfaste de ce que l'on pourrait appeler, pour faire vite, la « modernité » sur les communautés locales. Au fil des 541 pages de ce livre, on ne perd jamais de vue la thèse centrale : jusqu'au début du XX^e siècle, la paroisse a constitué une référence fondamentale au plan socio-économique, politique ou culturel dans la vie de millions d'Anglais et de Gallois, et a su résister aux assauts conjugués de la globalisation et de la centralisation. Il s'agit donc de comprendre l'effacement progressif de cette unité administrative, sur plus de deux siècles, mais aussi la « dé-localisation » (p. 6) et la « dé-territorialisation » (p. 7) qui en découlent, et affectent encore les sociétés contemporaines.

Le constat d'une perte de repères et de croyances des populations à mesure que la paroisse disparaît de l'horizon imprègne

l'ensemble du livre. L'auteur affiche d'emblée ses convictions personnelles : une telle évolution est regrettable. Au lieu d'un monde où dominant l'incertitude, le postmodernisme, les voyages et les communications à distance, K. Snell revendique ses « préférences » pour « le local, l'immédiat, le face à face, l'intime connu » (p. 27). Au lieu de la nation, de l'ethnicité, et de la dilution dans les communautés imaginées, il préfère la « fierté de la localité » (p. 20). Le rôle social de l'historien est d'être un gardien de la mémoire des lieux. Certaines formules reviennent comme une litanie, comme en écho à un ouvrage célèbre de Peter Laslett : « ce que nous sommes en train de perdre » (p. 3 et 456), « tout ceci a à présent largement disparu » (p. 492). Quoiqu'il s'en déprenne, une certaine idéalisation romantique du passé va de pair avec sa vision pessimiste du présent : est-il « trop tard » pour tirer les leçons de l'histoire se demande-t-il à la fin du livre (p. 541). Ce fort engagement de l'auteur dans son sujet, qui s'apparente à une quête autobiographique, donne au livre une originalité et un certain charme, que l'on soit ou non d'accord avec ses positions de principe. Mais ce sont avant tout ses apports empiriques qui en font l'intérêt.

L'un des fils rouges de l'ouvrage est la persistance du « localisme » et du sentiment d'appartenance à la paroisse, qui est démontré à partir de plusieurs indicateurs. Le premier chapitre, « The culture of local xenophobia », se penche sur le thème de l'hostilité entre des paroisses voisines. De multiples exemples montrent à quel point les limites géographiques de la paroisse font sens et sont précisément connues à la campagne. En effet, un certain nombre de droits économiques, comme l'accès à l'hospice ou le droit de glanage, dépendent de la résidence. Les dictons, les chansons et les poèmes fournissent des exemples savoureux sur la stupidité, la laideur ou l'immoralité des « étrangers », au sens de forain, c'est-à-dire d'étranger à la paroisse. La violence est parfois physique, et jusqu'en plein ^{XX}^e siècle les pugilats rituels entre communautés rurales sont monnaie courante. D'après K. Snell, la réticence des historiens britanniques à se pencher sur la question s'expliquerait par la prégnance d'une grille de lecture marxiste en histoire sociale, qui a préféré mettre en valeur, dans

la lignée d'Edward Thompson, les facteurs de solidarité de classe plutôt que les comportements liés aux « barrières culturelles » (p. 31). Ainsi, la persistance de l'attachement à la paroisse agirait comme un frein à la construction de la classe ouvrière anglaise. L'endogamie paroissiale, qui domine jusqu'à la fin du ^{XIX}^e siècle, illustre le même phénomène. Au ^{XIX}^e siècle, des évolutions contraires se font jour. Le développement d'organisations religieuses comme le méthodisme, qui transcende, par son action, les limites paroissiales, joue un rôle dans l'effacement relatif de la xénophobie populaire.

Le corpus qui constitue l'objet du chapitre 8 est certainement le plus original : les inscriptions gravées sur 16 000 pierres tombales, dans 87 cimetières de différentes confessions religieuses, comportent très souvent des indications géographiques (« untel, de cette paroisse »). Ces pratiques augmentent au cours du ^{XIX}^e siècle et culminent à la fin du siècle, avant de disparaître avant la Première Guerre mondiale. Une fois encore, il s'agit là, considère l'auteur, d'un marqueur de la profondeur de l'identification à la paroisse. Si le choix même de cette source montre l'inventivité de l'historien, leur interprétation est délicate. D'abord, seules les élites sociales sont concernées. Ensuite, au ^{XX}^e siècle, les références à la famille occupent, sur l'espace de la pierre tombale, l'espace précédemment dévolu à la localisation géographique. K. Snell propose un grand nombre d'hypothèses explicatives, pas toujours appuyées sur des exemples. Retenons l'argument que la revendication de cet ancrage territorial, alors même que la centralisation est en marche, est une forme de résistance, de la part d'élites qui détiennent encore l'essentiel des fonctions de gouvernement local.

Le cœur de l'ouvrage, soit trois chapitres sur sept, est consacré à l'effet des lois sur les pauvres dans les paroisses. Ces lois très complexes ont été étudiées au plan administratif et légal, moins d'un point de vue socio-culturel. Il s'agit d'abord de comprendre l'impact de ces réformes juridiques sur la manière dont on pense la communauté paroissiale, et de voir l'effet des mobilités qui en découlent sur la définition des identités locales. Il existe, pour l'administration de la Poor Law, plusieurs catégories de pauvres. Certains, en

vertu de la première loi « d'établissement » (*settlement*) de 1662, ont obtenu le droit de recevoir des secours dans une paroisse donnée, en vertu de leur naissance, de leur mariage, du paiement de droits paroissiaux ou d'autres critères. En changeant de paroisse d'affiliation, au plan administratif, se demande K. Snell, perd-on aussi son droit à « appartenir » moralement ou culturellement à sa paroisse d'origine ? Les lois d'établissement créent ainsi de multiples statuts au sein d'une même paroisse : il existe par exemple des pauvres non « installés » dans la paroisse, mais y résidant, dont la revendication à « l'appartenance » locale est moins solide que les pauvres non résidants mais installés. Les premiers peuvent être expulsés, pas les seconds. L'auteur montre aussi la souplesse de ce système d'appartenance, à la fois défini par des textes juridiques, mais aussi instrumentalisé et manipulé par tous les acteurs : juges de paix, officiers paroissiaux ou migrants. Le constat général de K. Snell est pourtant de réhabiliter le système d'avant la réforme de 1834, fondé sur la notion d'appartenance à la paroisse plus que sur la propriété, qui fournit un certain nombre de garanties légales aux plus pauvres et constitue « le fondement du welfare state » (p. 112). À cet égard, Adam Smith et Karl Marx sont renvoyés dos à dos, tous deux coupables de ne pas avoir compris le fonctionnement d'un système qu'ils dénoncent.

La « nouvelle » Poor Law de 1834 est surtout connue parce qu'elle a instauré le sinistre *workhouse*, où le travail débilisant est obligatoire, la nourriture infâme et les familles brisées. Pourtant, de façon convaincante, K. Snell montre que le secours à domicile reste, en particulier à la campagne, la manière dominante de venir en aide aux pauvres pendant toute la durée d'existence de cette loi, jusqu'en 1929, et la paroisse l'unité centrale d'administration du secours. Les villes, en revanche, sont débordées par l'afflux de nouveaux migrants venus des campagnes, et le *workhouse* sert précisément à identifier les pauvres « méritants » et « véritables », les administrateurs locaux n'étant pas en mesure de connaître individuellement ces derniers. Après 1834, on assiste donc à la mise en place d'un système qui fait fi des relations interpersonnelles et impose des catégories de classement prétendument objectives qui cachent en fait des jugements moraux. Pour-

tant, dans les régions les plus éloignées de la métropole, comme le Pays de Galles, les administrateurs locaux chargés d'appliquer la loi résistent avec efficacité aux directives londoniennes.

Si la paroisse reste centrale dans la vie locale, comme le montre l'attractivité de l'office bénévole et volontaire de « surveillant des pauvres », de sa création en 1572 à sa suppression en 1927, d'autres évolutions vont peu à peu dissoudre la notion de solidarité communautaire qu'incarnait cette institution. En effet, à partir du début du XIX^e siècle, des réformes dissocient les découpages administratif et religieux des paroisses. Ces redécoupages, qui visent à s'adapter à l'urbanisation et à l'exode rural, sont, d'après K. Snell, fondamentalement négatifs, en réduisant à néant l'héritage ancien d'une paroisse intégrant des dimensions morale, économique et religieuse. Les évolutions du XX^e siècle aggravent le problème : au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les églises urbaines sont détruites, tandis que les vocations religieuses sont en crise ; à la campagne, la dépression rurale de l'entre-deux-guerres et la dépopulation, qui ont commencé avant guerre, ont laissé des traces.

Ce livre riche sur le fond a les défauts de ses qualités au plan formel : une thèse forte, mais une tendance à délayer l'argumentation ; un véritable talent pour inventer des sources, mais une tendance à l'énumération ; une honnêteté intellectuelle qui confine parfois au monologue intérieur. Toutefois, par son souci de proposer une histoire locale désenclavée, cet ouvrage fait dialoguer de nombreux champs, comme l'histoire culturelle de l'administration, l'histoire religieuse et l'histoire de l'assistance.

RENAUD MORIEUX

**Elizabeth Baigent
et Robert J. Mayhew (dir.)**

English geographies 1600-1950: Historical essays on English customs, cultures, and communities in honour of Jack Langton
Oxford, St John's College Research Centre, 2009, IX-150 p.

Recueil d'articles rédigés en l'honneur du géographe Jack Langton par quelques anciens

élèves et un de ses collègues, ce volume s'ouvre sur un portrait de J. Langton, contient une biographie du dédicataire suivie de sa bibliographie complète, et se termine par la liste des souscripteurs. Les sept enquêtes rassemblées pour la circonstance entendent rappeler la conception de la géographie qu'a défendue, tout au long de sa carrière, ce professeur d'Oxford, ainsi que son attachement à la géographie historique qu'il a toujours considérée comme une alternative prometteuse par rapport aux formes qui ont dominé la géographie anglaise à partir des années 1970.

Pour J. Langton comme pour ses élèves, la géographie constitue une démarche plus qu'un domaine de savoir (« part of a problematic, not an integral discipline », p. 12), elle ne dispose ni d'objets, ni de sources qui lui seraient propres mais applique des questionnements spécifiques afin de rendre intelligibles les rapports que les sociétés humaines nouent avec leur milieu naturel, de préférence en ancrant ses enquêtes à l'échelle régionale, en portant une attention particulière aux faits économiques et commerciaux, à leur incidence sur la vie quotidienne et le paysage. Fidèle donc à l'héritage de la géographie vidalienne, J. Langton s'est toujours senti proche des historiens et s'est montré très attaché, dans les différents chantiers auxquels il s'est consacré, à l'examen des sources textuelles et cartographiques. Il a également partagé certains de ses concepts avec les ethnologues et les anthropologues. À ses yeux, le discours géographique doit prendre la forme d'une narration historique et renoncer à l'identification de règles générales ou de lois géographiques pour se concentrer sur les spécificités régionales. Très critique à l'égard d'une forme de géographie plus théorique et abstraite qui mobilise le concept d'espace, J. Langton a au contraire toujours défendu le travail empirique contre les méthodes quantitatives et la modélisation.

C'est probablement dans les contributions consacrées à la forêt, thème de recherche auquel J. Langton a voué ses derniers travaux, que ses anciens élèves parviennent le mieux à mettre en lumière l'approche spécifique qu'il avait de la géographie et qu'ils tentent à leur tour de promouvoir. Quatre des contributions de ce volume concernent cette question. La première est proposée par Sarah Bendall qui offre

une très belle étude des cartes de la forêt de Needwood produites entre 1598 et 1834. En s'attachant à l'acte cartographique (*mapping*), elle s'efforce de contextualiser les raisons de la production de ces cartes. Grâce à l'analyse croisée de cartes et d'archives textuelles, elle montre que cette production cartographique, liée le plus souvent à l'activité économique, émane de différents commanditaires qui parfois entrent en conflit, cartes à l'appui. Le duché de Lancaster apparaît comme le premier commanditaire, il porte en effet au cours de la période moderne un intérêt croissant aux outils d'administration du territoire. Qu'il s'agisse des enquêtes ou des cartes, celles-ci deviennent de plus en plus souvent des outils à partir desquels sont prises les décisions, notamment au moment des reprises de baux ou dans les dispositifs d'enclosures ou encore pour régler les conflits liés aux pratiques d'empiètement. Mais l'une des grandes originalités de l'enquête de S. Bendall tient à la manière dont elle met en lumière un pan moins connu de la production cartographique : celle qui émane des propriétaires fonciers, mais aussi des *freeholders*, des *commoners* et des *cottagers* qui tous ont recours aux cartes pour faire valoir leur droit sur ces espaces. Les cartes apparaissent donc ici comme un outil permettant de mettre en cause les structures traditionnelles de contrôle des terres.

Adoptant une perspective tout autre, Robert Mayhew s'attache ensuite à la place tenue par la forêt dans l'imaginaire géographique perceptible dans les œuvres de William Shakespeare, Jonathan Swift et Samuel Johnson. En proposant un parcours chronologique de ces œuvres, il montre comment les forêts apparaissent peu à peu comme des espaces spécifiques. Identifiant chez Shakespeare des « *sykvan archetypes* » (p. 42), il analyse la manière dont ils sont ensuite réappropriés par des auteurs comme Edmund Waller, Alexander Pope, etc. Il termine sa contribution en relisant les analyses de Swift à propos de l'Irlande et celles de Johnson consacrées à l'Écosse ; ces deux textes confirment l'association des espaces forestiers à des espaces de la marginalité, voire à des espaces d'opposition et de résistance. R. Mayhew montre qu'à sa manière la géographie historique intègre dans ses objets le concept de marginalité omniprésent dans la géographie

humaine, et qu'en l'historicisant, elle peut contribuer à le problématiser davantage.

Michael Freeman, seul collègue de J. Langton à participer à ce volume de mélanges, étudie les formes de la criminalité à l'œuvre dans la forêt de Wychwood entre 1750 et 1850. En s'attachant aux dimensions concrètes de la vie quotidienne dans cette forêt et plus particulièrement aux vols de gibiers et de bois, il parvient notamment à montrer que de nombreuses femmes sont accusées de ces vols et que le bois et le gibier qu'elles dérobent ne sont pas toujours destinés à la consommation familiale, mais sont parfois vendus. En poursuivant son étude jusqu'au milieu du XIX^e siècle, il révèle que ce paysage qui était le « gagne-pain » des habitants a alors totalement disparu.

Elizabeth Baigent fait enfin de sa contribution une sorte de plaidoyer pour la géographie historique, non seulement puisqu'elle l'annonce dans son titre, mais aussi parce que, dans sa conclusion, elle revendique le regard de géographe qu'elle a posé sur l'histoire de la forêt d'Epping entre 1860 et 1895, en faisant des conditions matérielles d'existence des populations le cœur de l'analyse géographique. Dans cette étude, E. Baigent s'attache aux combats que les propriétaires fonciers mènent contre les usages des communautés d'habitants afin de promouvoir les clôtures. Au travers de la résistance de certains habitants pour préserver la forêt et des controverses juridiques qui se nouent alors, elle parvient à saisir l'émergence dans les discours d'une catégorie nouvelle – « *public use* » – qu'elle retrouve à la même époque dans un cadre tout autre : celui de la Commission de la forêt d'Epping où les débats sur la gestion de la forêt prennent de l'ampleur. E. Baigent montre bien comment la vision traditionnelle de la gestion des arbres s'oppose à une forme nouvelle de gestion liée à leur préservation.

Si la volonté des auteurs d'insister sur les partis pris méthodologiques explique la présence des trois autres contributions, force est de constater qu'en dépit de leur intérêt le texte de Jon Stobart sur les phénomènes constitutifs d'une communauté à Chester aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'article d'Andrew Hann sur le marché du travail dans le Nord de l'Oxfordshire au début du XVIII^e siècle, enfin celui de Martin

Purvis sur le commerce de détail dans l'économie britannique de l'entre-deux-guerres desservent la cohérence de ce volume en laissant au lecteur l'impression d'une grande disparité. Malgré cette réserve, cet ouvrage rappelle l'attention qu'il faut porter aux traditions nationales en sciences sociales¹. Au Royaume-Uni, la géographie historique jouit en effet d'un statut bien différent de celui qu'elle a en France. L'existence de chaires et de revues spécifiques comme le *Journal of historical cartography* en témoigne. Dès l'entre-deux-guerres, la géographie historique s'est constituée comme un champ distinct de la géographie humaine. J. Langton fait partie de ces géographes qui en portent le flambeau. À lire plusieurs de ses élèves, on a le sentiment que la relève est assurée.

ISABELLE LABOULAIS

1 - N^o spécial « Traditions nationales en sciences sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 18-1, 2008.

K. D. M. Snell et Paul S. Ell

Rival Jerusalem: The geography of Victorian religion

Cambridge, Cambridge University Press, 2000, XVI-499 p.

Cet ouvrage se fonde sur un travail collectif de longue haleine entamé au milieu des années 1980. Il se donne pour ambition d'ouvrir un nouveau champ de recherche, la cartographie statistique du christianisme victorien (plutôt que de la « religion » dans son ensemble, contrairement à ce qu'indique le sous-titre, puisque les juifs ne sont pas traités). Celle-ci se fonde sur une analyse approfondie du *Census of religious worship* conduit par le jeune statisticien Horace Mann en mars 1851, en Angleterre et au Pays de Galles. Cette enquête, jamais répétée par la suite, répondait au besoin d'évaluer l'encadrement spirituel de la population dans un contexte de conflits autour des privilèges anglicans. L'objet est strictement délimité par la source choisie et la volonté d'objectiver les phénomènes. Il ne s'agit pas, par exemple,

de reconstituer un « espace vécu » à partir de l'expérience religieuse des contemporains. Il ne s'agit pas non plus de multiplier les échelles d'analyse, en comparant la religion anglo-galloise avec la situation écossaise ou irlandaise, ou en la replaçant dans un cadre géographique plus large, européen, atlantique ou impérial. Fidèle au découpage officiel de 1851, l'ouvrage privilégie deux types d'espace, auxquels correspondent deux parties distinctes : l'espace anglo-gallois de l'Église d'Angleterre, puis l'espace de la paroisse, abordé à partir d'un échantillon de quinze *counties* répartis sur l'ensemble du territoire anglo-gallois (notons que l'échelle diocésaine, non traitée ici, a fait l'objet d'une étude importante par Arthur Burns).

Après un rappel des conditions dans lesquelles fut conduit le recensement, la première partie s'efforce de cartographier les pratiques de chaque groupe religieux à partir de trois données principales : le nombre de lieux de culte, leur capacité d'accueil, et le nombre de fidèles présents à l'office lors du dernier dimanche de mars 1851. La nouveauté de l'approche choisie par les auteurs vient davantage de la finesse des analyses cartographiques que de la nouveauté radicale des thèses présentées. Aussi les conclusions sont-elles parfois sans surprise. On savait déjà, par exemple, que les méthodistes étaient particulièrement représentés, en Angleterre, là où l'Église anglicane et ses dissidences « anciennes » (baptistes, congrégationalistes, quakers) étaient faibles. Au Pays de Galles, en revanche, les congrégationalistes sont forts là où l'Église établie est faible, tandis qu'à Londres les différentes confessions coexistent, dans un climat de déclin des rites religieux traditionnels. Les auteurs expliquent la carte de l'anglicanisme, plus présent dans le Sud-Est « conservateur » que dans le Nord et l'Ouest, à la lumière des inerties institutionnelles, de la lenteur de l'Église établie à fonder de nouvelles paroisses et diocèses, et de son incapacité à remédier à l'absentéisme endémique et à la pauvreté d'une partie du clergé, malgré la multiplication des mesures en ce sens au début du XIX^e siècle. Au contraire le méthodisme, même s'il est très important en Cornouailles, dans le Nord du Pays de Galles et dans le Nord-Est de l'Angleterre, se

caractérise moins par la pérennité de son implantation géographique que par sa capacité à adapter son offre religieuse à la demande. Dans leur analyse des différences entre sectes méthodistes (utiles pour qui ne saurait pas tout des différences entre *Wesleyan Methodists*, *Welsh Calvinist Methodists*, *Independent Methodists*, *Primitive Methodists* et autres *Tom Paine Methodists*), les auteurs insistent sur les facteurs spatiaux plutôt que seulement doctrinaux : ainsi les *Primitive Methodists* sont fortement présents en milieu rural, la *Wesleyan Methodist Association* supplée aux manques de l'Église établie, et les *Welsh Calvinist Methodists* sont représentés là où l'on parle gallois plutôt qu'anglais.

La seconde partie sur l'échelle paroissiale a été rédigée par Keith Snell seulement. À partir d'une comparaison avec le recensement religieux de Crompton de 1676, l'auteur se demande d'abord si la paroisse est le point d'ancrage d'une continuité religieuse pour les catholiques et les dissidents, avant de conclure que celle-ci ne peut s'observer que dans de rares cas – par exemple quand les terres sont sous le contrôle d'une *gentry* catholique.

Trois chapitres s'attachent ensuite à étudier les corrélations statistiques entre les pratiques religieuses et d'autres facteurs. Le chapitre sur les *Sunday schools*, publié sous forme d'article en 1999, souligne que ces écoles populaires, sur lesquelles le recensement de 1851 donne de nombreuses informations, ont nourri d'importants débats depuis les années 1960, notamment entre ceux qui, à l'image d'E. P. Thompson, y discernaient un lieu de contrôle social par les élites, et d'autres, comme Thomas Laqueur, qui y voyaient le levier d'une culture spécifiquement ouvrière. Plutôt que de trancher, l'auteur propose une typologie. Si ces écoles sont particulièrement présentes dans les vastes paroisses du Nord industriel de l'Angleterre, où la propriété foncière est morcelée et l'Église établie relativement faible, où les enfants travaillent en usine, et où l'encadrement est souvent assuré par des individus issus de la classe ouvrière, elles sont tout autant implantées dans les paroisses où la propriété foncière est fortement concentrée et où l'anglicanisme domine, mais également chez les congrégationalistes, les baptistes et les méthodistes. Les *Sunday schools* furent en effet

un instrument des rivalités entre sectes et Églises protestantes pour se perpétuer elles-mêmes en contrôlant l'éducation des classes populaires : plutôt que de parler seulement de *social control* d'une classe par une autre, il convient de parler de *denominational control*.

De même, à propos de la pratique immémoriale des *appropriated sittings* qui consiste à louer sa place à l'église, l'auteur distingue plusieurs cas de figure. Dans certains cas, en particulier dans les Églises anglicanes, l'existence de places réservées est corrélée à une moins grande assiduité des fidèles par rapport à la population totale de la paroisse, ce qui semble confirmer la critique de certains contemporains qui y voyaient un facteur de fermeture sociale et de mainmise des possédants sur la religion. Mais dans d'autres cas, comme chez les méthodistes ou les mormons, la location de sièges réservés est liée au contraire à une plus grande assiduité, comme si elle était un signe d'adhésion et d'investissement personnel.

Croisant enfin les données du recensement de 1851 avec le taux de concentration de la propriété foncière dans les paroisses, tel qu'on peut le connaître à partir des données publiées au début des années 1870 dans le *Imperial Gazetteer of England and Wales*, l'auteur montre, sans réelle surprise, que le morcellement de la propriété foncière facilite le pluralisme religieux, mais identifie aussi des exceptions telles que le Pays de Galles et les paroisses industrielles du nord de l'Angleterre.

Un dernier chapitre porte sur les rapports entre urbanisation et sécularisation. La thèse classique selon laquelle l'urbanisation est l'un des principaux facteurs de sécularisation n'est valable que pour Londres et les villes du Lancashire, mais pas pour l'ensemble des paroisses urbaines. Suivant les traces de Callum Brown, à propos de l'Écosse, l'auteur montre ainsi la vitalité religieuse, anglaise et galloise, en milieu urbain. Une autre hypothèse est proposée pour des recherches futures : les églises seraient désertées en priorité dans les zones de contact, par exemple entre l'Angleterre et le Pays de Galles, régions de coexistence linguistique, culturelle et religieuse où les « identités » seraient moins stables. À l'inverse, la pratique religieuse serait plus forte dans les régions de plus grande cohérence linguistique et culturelle.

Essai de cartographie statistique du christianisme anglo-gallois, plutôt que géographie de la religion victorienne, l'ouvrage de K. Snell et Paul Ell se distingue moins par la force ou l'originalité des thèses présentées que par son ambition méthodologique. Dix ans après sa publication, cet ouvrage demeure néanmoins indispensable pour la richesse de sa bibliographie, de ses appendices techniques ou méthodologiques, et surtout pour ses cartes subtilement commentées.

JULIEN VINCENT

William L. Sachs

Homosexuality and the crisis of Anglicanism
Cambridge, Cambridge University Press,
2009, x-256 p.

C'est en histoire de l'anglicanisme que William Sachs présente une réflexion stimulante sur le conflit qui déchire la communion anglicane, depuis plus de dix ans, à propos de la pleine inclusion des homosexuels dans la vie et le ministère de l'Église. Les Églises anglicanes d'Amérique du Nord ont considérablement libéralisé leur attitude face à l'homosexualité ces dernières années, provoquant des réactions très violentes de la part des Églises anglicanes africaines, en particulier, qui considèrent que l'anglicanisme américain a capitulé devant une culture occidentale décadente et est devenu hérétique. C'est la crise de l'anglicanisme, et non l'homosexualité à proprement parler, qui est l'objet de l'ouvrage. On ne trouvera donc pas dans ce livre une exploration du débat théologique relatif à l'homosexualité. W. Sachs montre que cette question cristallise à notre époque des tensions ecclésiologiques pérennes au sein de l'anglicanisme et, plus largement, au sein du christianisme. L'Église a dû, de manière répétée, apprendre à vivre dans une tension entre, d'une part, un désir d'unité catholique qui inclut le plus grand nombre et, d'autre part, un désir de sainteté qui tend à définir étroitement les contours de l'Église. W. Sachs montre fort bien que les questions de morale, comme aujourd'hui celle de l'homosexualité, n'ont souvent pas reflété autre chose que le désir de trouver le bon équilibre entre une unité qui rassemble largement, par laquelle l'Église se

montre pleinement engagée et incarnée dans un contexte culturel à chaque fois spécifique, et la nécessité de poser l'Église comme communauté qui a son intégrité propre, dépositaire d'une vérité éternelle et universelle.

Après une analyse des expressions conflictuelles de ces tensions dans le christianisme primitif et antique, incluant des considérations fort pertinentes sur le mouvement donatiste, W. Sachs se tourne ensuite vers l'histoire de l'Église d'Angleterre. Celle-ci se révèle vite incapable de réaliser le rêve élisabéthain d'une large unité politico-ecclésiale qui rassemblerait tous les Anglais dans une fidélité consensuelle à la tradition chrétienne. W. Sachs présente un panorama des principales crises où l'idéal du rassemblement catholique s'oppose à un idéal de sainteté. On y trouve, en particulier, une analyse très intéressante de l'ecclésiologie contrastée des whigs et des Tories aux XVII^e et XVIII^e siècles, qui met en perspective le schisme des évêques *Non-jurors* (qui refusent de prêter serment au nouveau souverain, Guillaume d'Orange, après la révolution de 1688).

W. Sachs voit dans l'histoire anglicane, depuis le XVIII^e siècle, une propension à générer des groupes réformistes (qu'il définit comme la « périphérie ») qui font pression sur l'institution (le « centre ») pour que l'Église soit plus fidèle à sa mission, soit en s'engageant davantage dans la transformation de la société, soit en formant une enclave de sainteté au sein d'une culture corrompue. C'est ce qu'il appelle le « pouvoir de la périphérie ». Le mouvement évangélique et sa spiritualité de conversion jouent un grand rôle dans le développement de ces mécanismes. W. Sachs analyse l'action de William Wilberforce et de ses amis pour abolir l'esclavage comme un militantisme « périphérique » qui mobilise l'Église pour réformer la société. Mais le pouvoir de la périphérie peut aussi prendre un tour séparatiste, ainsi que le montre la section sur le projet réformateur méthodiste de John Wesley.

L'auteur examine ensuite le développement de l'anglicanisme colonial, puis de la communion anglicane, comme l'histoire d'une tension entre la nécessaire adaptation de l'anglicanisme aux réalités locales et la perpétuation d'une identité anglicane définie par un « centre »

identifié très longtemps au pouvoir anglais. Au fur et à mesure que l'anglicanisme s'inculture en Afrique ou en Asie, un décalage apparaît entre l'Église anglaise et des variétés d'anglicanisme aux caractéristiques locales spécifiques. Les réalités locales ont une force, une autorité même, plus importante que l'influence de l'Angleterre lointaine et contribuent à une redéfinition plus ou moins implicite de ce qu'est l'anglicanisme. Une brève présentation de « l'éthiopianisme », qui milite, à la fin du XIX^e siècle, pour un christianisme pleinement africain, montre que l'inculturation anglicane a un potentiel séparatiste.

Ces variétés locales d'anglicanisme mènent à la formation d'une grande opposition entre les pays anglicans du Nord (îles Britanniques, Amérique du Nord, et plus généralement le monde anglo-saxon blanc) et ceux du Sud, en conflit aujourd'hui sur la question de l'homosexualité. Pour W. Sachs, les premiers sont très marqués, à partir du XIX^e siècle, par le théologien Frederick Denison Maurice qui voit l'Église comme une institution qui a la mission de transformer la société à l'image du royaume de Dieu. L'Église doit développer des structures (par exemple éducatives) qui permettent de promouvoir la justice sociale. Son ministère s'exprime donc d'abord par des développements structureaux et des processus institutionnels. Les pays du Sud, au contraire, comprennent le ministère de l'Église non pas d'abord comme institutionnel, mais comme charismatique. L'influence de la spiritualité de conversion du mouvement évangélique y est palpable. Deux cultures anglicanes sensiblement différentes se sont donc constituées et le débat sur l'homosexualité n'est que l'articulation de leurs différences.

W. Sachs retrace ensuite, et c'est sans doute un des chapitres les plus intéressants, l'évolution de l'ecclésiologie contemporaine des pays du Nord (qu'il identifie globalement au libéralisme théologique), depuis ses racines iréniques dans la théologie de F. D. Maurice jusqu'à une expression plus agressive et militante dans l'activisme libéral qui milite pour la pleine inclusion des Noirs, des femmes, puis des homosexuels dans l'Église.

Cette agressivité fait réagir les conservateurs qui, eux aussi, se transforment en force

militante, donnant naissance à ce que W. Sachs appelle le traditionalisme, pour le distinguer d'un conservatisme plus irénique. Celui-ci commence dans les pays du Nord, en réaction à un libéralisme dont le potentiel activiste est vu avec de plus en plus d'inquiétude. À la fin du XX^e siècle, ce traditionalisme trouve dans les pays du Sud un allié. Leur anglicanisme avait toujours été en décalage avec celui des pays du Nord dont l'ordre ecclésial est, pour les pays du Sud, inextricablement lié à une tutelle coloniale qui n'avait pas toujours été bien vécue. À travers le débat sur l'homosexualité, les traditionalistes du Nord donnent donc la possibilité aux anglicans du Sud de proclamer la valeur de leur anglicanisme et même d'en affirmer la supériorité sur celui du « centre » originel.

Dans le dernier chapitre, W. Sachs présente les derniers développements de la crise anglicane autour de l'homosexualité et la difficulté de parvenir à une résolution. Il finit néanmoins sur une note prudemment optimiste en rappelant que l'anglicanisme ne peut se réduire à l'opposition entre activistes libéraux et traditionalistes, mais qu'un anglicanisme médian majoritaire, las du conflit, tente à sa manière de redessiner l'unité anglicane par toutes sortes d'initiatives locales.

Le grand mérite de cet ouvrage est de mettre en évidence un schéma récurrent par lequel l'anglicanisme se réforme et se redéfinit, en suscitant des groupes à la périphérie du monde anglican, ancrés dans des réalités locales. Ce schéma mène inévitablement à des conflits entre différentes manières localisées de comprendre la relation de l'Église au monde. W. Sachs propose aussi une explication convaincante de la polarisation récente du conflit sur l'homosexualité en faisant une distinction, qu'il justifie par l'analyse historique, entre la grande tradition libérale irénique des pays anglicans du Nord, et l'activisme radical, son sous-produit beaucoup plus récent. On peut regretter, en revanche, que l'analyse des spécificités de l'anglicanisme africain soit peu détaillée. En quoi son caractère charismatique, basé sur une spiritualité évangélique de la conversion, diffère-t-il de la même spiritualité qu'on retrouve également, de façon certes plus minoritaire, dans l'anglicanisme britannique ou américain ? Quelle est la part de l'inculturation, d'une part,

et de l'absorption d'une influence évangélique venue du nord, d'autre part ? W. Sachs suggère qu'il y a une rencontre entre cette influence et des spécificités culturelles africaines, mais il ne l'illustre guère. Cependant, malgré une structure dont la logique ne se laisse pas toujours facilement saisir, l'ouvrage permet une exploration panoramique et nuancée des origines historiques profondes d'une crise anglicane particulièrement complexe. Se situant, semble-t-il, dans un anglicanisme médian irénique, W. Sachs tient un discours qui montre autant les faiblesses des présupposés libéraux que de ceux des traditionalistes.

RÉMY BETHMONT

Adam Kuper

Incest and influence: The private life of bourgeois England

Cambridge, Harvard University Press, 2009, 296 p.

Le titre habille un peu large le contenu et peut-être le projet de l'ouvrage. Il ne s'agit pas d'une analyse d'ensemble des pratiques qui allaient contre les règles en vigueur dans l'Angleterre du XIX^e siècle pour interdire les relations incestueuses, mais d'une série d'aperçus sur les tentations incestueuses de l'imaginaire, telles qu'elles s'expriment dans le roman, sur les débats qui ont conduit à la légalisation du remariage avec le frère ou la sœur du conjoint défunt, sur les mariages entre cousins dans certains milieux de la bourgeoisie anglaise et, enfin, sur le climat incestueux du cercle de Bloomsbury. Chaque dossier est traité sans la moindre précaution comparatiste qui aurait dû conduire à se demander si la perception et le respect de l'interdit de l'inceste étaient différents, à l'époque, dans les autres milieux ou les autres pays.

Ainsi, à propos de la façon dont la littérature de fiction met en scène les relations incestueuses, l'auteur insiste sur la fréquence des histoires d'amour entre cousins qui apparaissent, par exemple dans les romans de Jane Austen, comme des solutions pour conclure un mariage heureux après des péripéties sentimentales malheureuses. Non seulement de tels mariages

ne font l'objet d'aucune désapprobation de la part de la famille ou de l'entourage, mais ils sont considérés comme la meilleure façon de concilier la voix du cœur et celle de la raison. La prédilection pour le mariage entre cousins tel qu'on le voit sentimentaliser par le roman anglais dans la première moitié du XIX^e siècle est-elle une particularité de l'imaginaire anglais ou même, plus exactement, de la *gentry* rurale un peu désargentée ? Ou bien s'agit-il d'une figure très répandue que l'on retrouve aussi en dehors de l'Angleterre ?

J'ai montré naguère sur un large échantillon d'œuvres théâtrales créées à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles que l'idylle entre cousins constituait le modèle de mariage préféré alors même que ces unions devaient faire l'objet, dans la réalité, d'une dispense de l'Église. À partir des cousins issus de germains, la dispense était obtenue directement auprès du tribunal ecclésiastique du diocèse quand la demande émanait des classes populaires et délivrée uniquement par le pape quand il s'agissait d'unions entre cousins germains (parenté du 2^e degré ecclésiastique). Les demandes étaient nombreuses non seulement au sein des élites mais aussi dans les milieux populaires en ville et, surtout, dans les campagnes. S'agissait-il d'une tendance générale que l'on retrouverait dans l'Europe catholique comme dans les pays protestants ? Il est difficile de l'affirmer. Plusieurs études, en revanche, ont souligné l'augmentation des mariages entre cousins en milieu rural au cours du XIX^e siècle qui, dans le cas de la France, atteint un maximum à la veille de la Première Guerre mondiale.

Adam Kuper consacre un chapitre à la légalisation du remariage avec le germain du conjoint défunt, qui a fait l'objet d'un grand débat en Grande-Bretagne tout au long du XIX^e siècle. On peut s'étonner que cet anthropologue de formation ne se soit pas davantage interrogé sur la discontinuité que l'on observe, à ce propos, entre la conception chrétienne de l'inceste et la tradition juive. Dans la loi mosaïque, la règle du lévirat non seulement autorisait le remariage d'une veuve avec le frère de son mari défunt, mais quand la première union n'avait produit aucun enfant, elle le prescrivait comme une obligation fraternelle pour donner au défunt une descendance. La disparition du

lévirat dans la loi chrétienne faisait-elle partie, comme le pense Jack Goody, d'une stratégie de l'Église des premiers siècles pour contrarier la transmission des patrimoines au sein des familles et inciter les veuves à léguer leurs biens à l'Église ?

L'interdiction de se remarier avec le frère de son époux défunt existait en revanche dans le droit romain à l'époque républicaine. Elle avait été largement délaissée dans la Rome impériale. Le christianisme, c'est une raison de son succès au III^e siècle au sein des élites romaines, renoue avec la rigueur morale et surtout légale de la Rome républicaine. Il en profite pour construire sur cet interdit désuet tout un système d'empêchements de mariage avec les consanguins d'alliés, ce que le droit canon appelle la parenté d'affinité. Au XVIII^e siècle, la sphère d'interdits de mariage avec des alliés était restée beaucoup plus étendue dans la France catholique que dans l'Angleterre anglicane.

Mais la Révolution va tout changer avec l'institution d'un mariage civil, non soumis à la loi ecclésiastique. Le crime d'inceste, péché majeur aux yeux de l'Église, assorti de toute une échelle de gravité, disparaît dans la loi civile. Cet effacement inspiré par la volonté de rompre avec ce qui symbolisait le contrôle répressif de l'Église sera durable en France puisque le crime d'inceste a disparu, en tant que tel, du droit pénal français... jusqu'en 2009. Le remariage avec le germain du conjoint défunt devient légal dans le droit intermédiaire. Mais le Code napoléonien rétablit son interdiction. En 1832, ce remariage redevient possible avec une dispense du roi. En 1914, la dispense cesse d'être nécessaire après le décès du premier conjoint, mais s'impose après un simple divorce (légal depuis 1884). Cette dernière restriction a été levée en 1975.

En France, les débats et les fluctuations du droit sur la notion d'inceste ont, depuis la Révolution, une forte charge idéologique. La loi a longtemps suivi les inflexions de la lutte contre l'Église. En Grande-Bretagne, les enjeux sont différents. C'est la grande bourgeoisie industrielle et financière, comme le montre A. Kuper, qui souhaite la disparition de l'interdiction du remariage avec le frère ou la sœur du conjoint défunt pour des raisons plus éco-

nomiques que sentimentales. Dans ces milieux, le mariage associe souvent à travers les conjoints des intérêts industriels ou bancaires. Si l'un décède, le remariage du survivant avec un étranger menace la continuité de l'entreprise. La résistance à l'assouplissement de la loi venait en revanche du conservatisme moral et religieux du climat victorien. L'interdit fut finalement levé en 1907.

Ces enjeux expliquent également la fréquence des mariages entre cousins germains que l'auteur repère dans différents cercles de la bourgeoisie d'affaires. Mais ils sont souvent associés à un particularisme religieux qui entretient la cohésion du groupe et la stabilité des entreprises. David Barclay épouse la fille du banquier John Freame, quaker comme lui, et devient son associé. C'est l'origine de la célèbre banque anglaise qui va garder longtemps l'habitude d'accueillir des associés, quakers de préférence, en leur faisant épouser les filles des directeurs et va entretenir cette association par des mariages entre cousins germains. Les Guerneys qui étaient devenus associés des Barclays par mariage vont former deux branches qui ont échangé leurs enfants par mariage durant trois générations.

On retrouve la même habitude des mariages entre cousins germains chez les méthodistes de la secte dite de Clapham, pépinière de banquiers, d'industriels et d'hommes politiques. Chez les Rothschild, la règle est encore plus stricte et s'apparente moins à une tradition juive qu'au modèle du mariage maghrébin. Les héritiers de la banque se marient rituellement avec une cousine parallèle patrilinéaire. Le besoin de protéger leur particularisme religieux rejoint pour eux le souci d'appuyer les rapports de confiance, indispensables dans l'activité bancaire, sur des rapports de parenté régulièrement renforcés. À quoi s'ajoute, pour les Rothschild, la nécessité de maintenir des liens étroits entre les sièges bancaires de Londres, de Paris et de Francfort. Le cas de Charles Darwin, évoqué également par A. Kuper, montre que la prédilection de la bourgeoisie anglaise pour les mariages entre cousins germains tenait tête aussi bien à la rationalité scientifique qu'à la rationalité économique. Le grand naturaliste, qui a souligné l'utilité biologique des processus d'hybridation dans l'évolution

des espèces, n'en avait pas moins choisi, quand il prit mûrement la décision de se marier, d'épouser sa cousine germaine, fille du manufacturier Josiah Wedgwood.

Les derniers chapitres du livre consacrés au groupe de Bloomsbury vont-ils nous donner la clef de la prédilection de ces différents secteurs de la haute bourgeoisie anglaise pour les mariages entre proches parents qui entretenaient en leur sein un niveau élevé de consanguinité ? À première vue non, car la particularité de ce cercle londonien qui est devenu, au début du XX^e siècle, l'un des foyers littéraires et artistiques les plus féconds de la culture anglaise, ne tient pas aux quelques mariages entre apparentés auxquels il a donné lieu. Certes Leonard Woolf et Clive Bell, fondateurs à l'université de Cambridge de la société secrète des *Cambridge Apostles*, qui est à l'origine du groupe, ont épousé les deux sœurs de leur condisciple Thoby Stephen. Mais le groupe d'amis mélangeait allégrement échanges intellectuels et relations sexuelles de toutes sortes avec la conscience d'incarner un idéal de liberté et de distinction qu'ils devaient protéger de la corruption du capitalisme anglais.

Romanciers comme Virginia Woolf, Edouard Forster et Mary Mac Carthy, peintres comme Vanessa Bell, Duncan Grant et Roger Fry, ou économistes comme John Maynard Keynes, ils étaient unis par une commune volonté de braver le conservatisme esthétique et littéraire mais aussi politique (ils ont été pacifistes durant la Première Guerre mondiale). Ils ont voulu briser les tabous sexuels : la plupart d'entre eux ont pratiqué, au sein de leur groupe, une bisexualité pleinement assumée. Mais leur entente reposait aussi sur leur excellente éducation et leur appartenance à la haute bourgeoisie anglaise. Le souci de fermeture de cette microsociété nous livre peut-être la clef des tendances au repli endogame qui se sont opposées, en Grande Bretagne comme ailleurs, aux lois en vigueur pour délimiter l'espace des relations sexuelles incestueuses et donc interdites. La logique de ce repli, chez les paysans français comme dans la bourgeoisie anglaise, était avant tout sociale. Il s'agissait de protéger la cohésion et la stabilité du groupe social par une fermeture du marché matrimonial. Mais cette auto-protection orientait aussi bien les intérêts sociaux que les pulsions individuelles.

C'est l'effort d'approfondissement et de généralisation présent par exemple dans l'essai de Robin Fox, *The red lamp of incest*, à peine cité ici, qui a manqué à ce livre pour être plus qu'un amusant reportage sur la bourgeoisie anglaise du XIX^e siècle.

ANDRÉ BURGUIÈRE

Jonathan Parry

The politics of patriotism: English liberalism, national identity and Europe, 1830-1886

Cambridge, Cambridge University Press, 2006, x-424 p.

Dans son ouvrage classique et controversé *Britons*, Linda Colley avait souligné le rôle de nations continentales et catholiques – l'Espagne, puis la France – comme anti-modèles de référence dans la formation d'une identité nationale britannique, depuis l'union entre l'Angleterre et l'Écosse en 1707 jusqu'à la fin de l'Ancien Régime hanovrien dans les années 1830¹. L'ouvrage de Jonathan Parry, spécialiste reconnu du XIX^e siècle britannique à l'université de Cambridge, pose à nouveau la question de l'influence du continent sur la Grande-Bretagne pour la période suivante : l'âge d'or de suprématie économique à l'extérieur et de domination du libéralisme politique à l'intérieur, de 1830 au milieu des années 1880. L'approche de J. Parry est à la fois plus étroitement politique et plus subtile que celle de L. Colley, se concentrant sur le discours de la classe dirigeante mais reconnaissant le caractère ambivalent des influences européennes, qui pouvaient être sources d'inspiration et d'espoir même si elles conservaieent leur fonction de repoussoir unificateur.

J. Parry offre ainsi une explication originale de la domination intellectuelle et électorale du parti libéral, fondé au début des années 1850. Sur le continent, malgré un rayonnement intellectuel certain, le libéralisme politique, surtout après les révolutions de 1848, est réprimé sur sa droite par des régimes autoritaires de type traditionnel ou bonapartiste, et débordé sur sa gauche par de nouvelles tendances républicaines, démocratiques et socialistes. En Angleterre (conformément à l'usage de l'époque, J. Parry utilise de manière indiffé-

renciée *England* ou *Britain*), une vaste coalition libérale, allant des anciens aristocrates whigs aux radicaux les plus avancés, est parvenue à séduire l'électorat élargi par les réformes de 1832 et 1867. Le discours libéral reposait sur trois piliers : défense de la Constitution, réduction des impôts, et progrès moral par le développement de la responsabilité individuelle. Mais sa popularité s'ancrait dans des ressorts moins rationnels : l'exaltation de la supériorité de la civilisation britannique et l'enthousiasme religieux des milieux protestants. Le libéralisme britannique a été populaire parce qu'il était chauvin et messianique.

La première partie de l'ouvrage analyse comment la coalition libérale, malgré sa grande diversité, a su se réunir autour de deux thèmes qu'elle imposa comme les fondements de l'identité nationale : une conception impartiale de l'État et la responsabilisation morale des individus. La conception de l'État défendue par les libéraux n'était pas nécessairement minimaliste : il s'agissait plutôt d'en faire un arbitre dégagé des influences de la Couronne, de l'aristocratie et autres *vested interests*. Le but des réformes électorales était précisément de garantir l'impartialité de l'État, en éliminant les « bourgs pourris » et en assurant une juste représentation des divers intérêts de la société britannique. Ces réformes servirent à renforcer la légitimité de l'action étatique tant dans le domaine social (réforme des *Poor Laws* en 1834) que fiscal (adoption du libre-échange) ou éducatif (au début des années 1870). En ce sens, le libéralisme traditionnel contenait bien en germe le « nouveau libéralisme » interventionniste des débuts du XX^e siècle. L'accent mis sur la responsabilité individuelle, second grand thème du discours libéral, reflétait l'influence du protestantisme, même si les anglicans modérés, les non-conformistes et les « socialistes chrétiens » étaient souvent en désaccord sur ses implications pratiques concernant la lutte contre l'alcoolisme, la répression de la prostitution ou une possible séparation de l'Église anglicane avec l'État. Le thème de la responsabilité individuelle restait pourtant un puissant facteur de consensus quand il s'agissait de condamner l'influence délétère des mœurs continentales, en particulier françaises.

La seconde partie de l'ouvrage étudie chronologiquement la contribution cruciale de l'évolution du continent, mais aussi de l'Irlande, à la cristallisation de cette idéologie libérale. De 1830 à 1847, les libéraux restaient divisés sur les questions européennes, en particulier sur l'opportunité d'une alliance idéologique avec la nouvelle monarchie de Juillet. À l'issue de la crise franco-britannique provoquée par l'expansionnisme égyptien en 1840, le vicomte Palmerston imposa sa conception d'une alliance inégale, cherchant à contenir les ambitions françaises tout en les mettant au service des intérêts anglais. Mais certains whigs de tradition francophile et Richard Cobden, figure de proue des radicaux internationalistes, demeuraient hostiles à cette approche. Les révolutions démocratiques de 1848 et leur répression par de nouveaux régimes autoritaires font taire ces divisions et, par réaction, servent de catalyse à l'émergence d'un « patriotisme libéral » : face à la démagogie socialiste, à l'ultramontanisme réactionnaire de Pie IX, ou au césarisme de Napoléon III, la Grande-Bretagne apparut comme le refuge du constitutionnalisme modéré et de la véritable liberté. En se faisant le champion des causes libérales contre les régimes autoritaires du continent, Palmerston devint l'incarnation de ce libéralisme chauvin, auquel se rallièrent presque toutes les composantes de la constellation libérale au cours des années 1850.

Un climat économique et politique plus favorable fit des années 1859 à 1869 l'apogée du parti libéral. L'unification du royaume d'Italie sur des bases constitutionnelles modérées en 1859-1860 souleva l'enthousiasme de l'opinion. La vague de traités de commerce consécutive au traité franco-britannique de 1860 semblait annoncer le ralliement du continent au libre-échange. Les menaces autoritaires paraissant écartées, le patriotisme libéral devint compatible avec une plus grande ouverture aux influences intellectuelles et culturelles étrangères, notamment allemandes, françaises et américaines. La mort de Palmerston en 1865 et l'ascension de William Gladstone, premier ministre à partir de 1868, symbolisèrent le déclin du chauvinisme et l'affirmation de la dimension éthique du libéralisme anglais. En faisant abolir les privilèges de l'Église angli-

cane en Irlande, Gladstone admit l'iniquité des politiques poursuivies jusqu'alors par l'Angleterre chez sa voisine et voulut étendre les bienfaits du patriotisme libéral à tous les Britanniques. La montée en puissance des tensions internationales mit fin à cet âge d'or. La défaite de la France face à la Prusse en 1870-1871 eut ainsi des conséquences catastrophiques pour le libéralisme gladstonien. La passivité de la Grande-Bretagne pendant la guerre lui fit perdre son autorité, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'Allemagne, puis la France renouèrent avec le protectionnisme. Le dogme de l'infailibilité pontificale remettait en cause la politique de réconciliation avec les catholiques irlandais. En 1874, pour la première fois depuis plus de trente ans, les conservateurs emmenés par Benjamin Disraeli obtinrent la majorité absolue aux Communes.

La politique d'impérialisme brouillon menée par Disraeli allait permettre une brève résurgence des idéaux constitutionnels et éthiques du libéralisme. Gladstone et d'autres libéraux dénoncèrent le cynisme du soutien à l'Empire ottoman contre les ambitions russes (polémique des « horreurs bulgares » en 1876) et les revers rencontrés lors de guerres d'agression en Afghanistan et contre les Zoulous entre 1878 et 1880. Ils interprétèrent la vogue des honneurs aristocratiques, telle la proclamation de Victoria comme impératrice des Indes, et le militarisme du gouvernement Disraeli comme une tentative d'importation des populismes bonapartiste ou bismarckien. La campagne électorale dite de Midlothian, du nom de la circonscription de Gladstone, menée par ce dernier sur le thème du rejet de l'impérialisme, déboucha sur une nette victoire électorale en 1880. Mais la transformation des réalités internationales rendit le programme libéral inopérant. Les succès démocratiques et sociaux des États-Unis, de la France et de l'Allemagne en firent des repoussoirs moins efficaces. Surtout, l'expansionnisme outre-mer de la France et de l'Allemagne força Gladstone à adopter une politique plus interventionniste qu'il ne le prévoyait : l'occupation de l'Égypte par les forces britanniques en 1882 enclencha même le partage de l'Afrique entre les puissances européennes. Enfin, l'échec du projet de *Home Rule* (autonomie) pour l'Irlande, défendu par

Gladstone en 1886, entraîna la sécession de l'aile unioniste du parti libéral et assura vingt ans de domination parlementaire aux conservateurs.

J. Parry démontre avec succès que les réalignements au sein de la classe dirigeante britannique furent souvent influencés de manière décisive par des évolutions politiques à l'échelle européenne. Il parvient ainsi à élargir l'horizon d'une historiographie qui, en dépit de la vitalité des travaux sur l'empire, souffre encore d'une tendance à l'insularité qui caractérise presque toutes les histoires nationales, notamment au XIX^e siècle. On peut regretter la marginalisation des questions impériales, reléguées au rang d'enjeux des rivalités européennes, ou le manque d'intérêt – revendiqué par l'auteur – pour la diffusion et la réception d'un discours politique façonné par les élites. Mais aucun ouvrage ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Il faut donc plutôt admirer la grande maîtrise des sources secondaires et primaires par l'auteur, et sa sensibilité historique, qui lui permettent de restituer la mentalité des parlementaires libéraux de l'ère victorienne. On doit surtout espérer que ses travaux en inspireront d'autres, pour étudier l'imbrication des histoires nationales dans une nouvelle histoire internationale ou globale. L'ouvrage de J. Parry montre que le tournant transnational ne signifie pas la fin des histoires nationales : au contraire, il permet de leur donner un nouveau souffle.

DAVID TODD

1 - Linda COLLEY, *Britons: Forging the nation, 1707-1837*, New Haven, Yale University Press, 1992.

Libby Schweber

Disciplining statistics: Demography and vital statistics in France and England, 1830-1885 Durham, Duke University Press, 2006, 277 p.

Le développement extraordinaire qu'a connu la statistique en Europe tout au long du XIX^e siècle (de « l'avalanche de chiffres », selon l'expression d'Ian Hacking¹, consécutive à la création des premiers bureaux nationaux jusqu'à l'avènement d'un style de pensée

mathématique basée sur les calculs de corrélation et de régression) a fait l'objet, ces trente dernières années, d'un nombre considérable de recherches. L'Angleterre et la France (avec la Prusse, dans une moindre mesure) sont au premier plan de ces récits tendus entre l'exploration des usages politico-administratifs toujours plus diversifiés des chiffres et l'étude des catégories et techniques statistiques développées par des savants en tous genres. Libby Schweber revient sur certains moments de cette histoire dans un ouvrage de sociologie des sciences sous-tendu par une ambition qui dépasse l'étude de cas : rendre compte des conditions qui font que certains promoteurs de formes de savoirs émergents (concepts, style de pratiques, usages...) travaillent à constituer une discipline nouvelle, quand d'autres s'efforcent de les acclimater au cœur, ou en marge, de champs disciplinaires déjà existants.

Pour éclairer ces différences de stratégie et les contraintes institutionnelles qui les rendent plus ou moins facilement concevables, l'enquête compare ainsi les formes que prirent, de part et d'autre de la Manche, les premiers efforts pour développer une statistique des populations, soit la « démographie » à la française et les *vital statistics* anglaises (appellation parfaitement contre-intuitive pour une pratique scientifique dédiée à l'usage des chiffres de mortalité aux fins d'analyser la distribution différentielle, géographique et sociale, de la mortalité). Le choix d'une comparaison franco-anglaise dans ce domaine est longuement justifié par l'auteur, qui y voit en particulier un moyen de comprendre comment et pourquoi le centre de gravité de la statistique mathématique, situé en France au début du siècle, a ensuite traversé la Manche (il suffit effectivement de songer ici aux travaux de Francis Galton, Karl Pearson, ou au rôle de W. Stanley Jevons dans l'introduction du calcul marginal en économie). L'on voit par là que l'auteur ne craint pas d'affronter très directement la question complexe des « styles nationaux », arguant de manière convaincante qu'au XIX^e siècle (mais l'on pourrait élargir le propos au siècle suivant) les négociations concernant leur statut disciplinaire constituèrent une des modalités principales par lesquelles s'opéra « l'articulation des styles de raisonnements aux fonctions politiques » de ces statistiques (p. 7). Plus dis-

cutable pourra apparaître le choix méthodologique de ne recourir qu'aux seules sources imprimées pour reconstituer cette histoire, au motif que ce seraient ces documents qui permettraient de « documenter l'état du débat public et les réactions aux différentes assertions [*claims*] disciplinaires et scientifiques ». Comme si l'étude des correspondances scientifiques, entre autres sources manuscrites, ne constituait pas une manière éprouvée d'enrichir notre compréhension des débats et controverses, y compris lorsqu'il s'agit de saisir le sens commun d'une époque.

Le cœur de l'analyse des succès remportés par les promoteurs anglais des *vital statistics* dès les années 1830 et des difficultés rencontrées par les partisans français de la démographie, deux décennies plus tard, articule deux lignes argumentatives mêlant éléments épistémiques et institutionnels. Le « choix » des champions français d'une statistique de population de travailler à l'établissement d'une discipline nouvelle est tout d'abord rapporté à l'hostilité de l'économie politique française (féru de statistique descriptive) vis-à-vis de ce type de calcul jugé trop abstrait et artificiel, en parfait contraste avec l'enthousiasme manifesté par de très nombreux savants et institutions anglaises dans leur exploration des possibles usages de la statistique analytique, à une époque caractérisée par l'essor du « public health movement », les débats sur la question sociale et l'organisation d'un « gouvernement local ». À son tour, cette différence franco-anglaise est expliquée par le contraste entre les cadres épistémiques du débat public de part et d'autre de la Manche : alors qu'en France celui-ci se focalise sur la question du réalisme des agrégats statistiques (comment des catégories abstraites comme celle de moyenne pourraient-elles saisir les manifestations foisonnantes du monde social ?), en Angleterre c'est la question du lien entre science et opinion qui polarise les discussions.

L'ouvrage alterne ainsi (dans un ordre chronologique inversé) l'exploration des efforts infructueux déployés par Achille Guillard, son gendre Louis-Adolphe Bertillon et le fils aîné de ce dernier, Jacques, pour faire naître la discipline démographique, et de ceux du médecin, publiciste et statisticien anglais William Farr, appuyé par un réseau d'institutions administratives et scientifiques, du General Register

Office (le bureau anglais de statistique) aux sociétés savantes, qui fit le succès des *vital statistics*. Tandis que ce dernier put mobiliser ses nombreux contacts au sein des lieux clefs pour pousser à l'amélioration de la qualité des statistiques locales et nationales, les premiers n'eurent d'autres choix, face à la césure radicale entre le monde de l'administration et celui des mathématiciens, que de chercher à fonder une discipline nouvelle, susceptible de combiner qualité scientifique et souci empirique dans le recueil et l'analyse de données. Les chapitres portant sur la France sont indéniablement plus originaux que ceux qui sont consacrés à l'Angleterre, la statistique victorienne ayant fait l'objet de très nombreuses études, elles-mêmes de styles très divers, depuis les années 1980. D'ailleurs, l'ouvrage n'aborde pas véritablement la question du positionnement des formes de statistique de population étudiées par rapport à un autre type d'usage des dénombrements, alors en cours de structuration disciplinaire : l'épidémiologie. Certes, L. Schweber rend bien compte des liens étroits existants entre statisticiens et pionniers de la santé publique, de chaque côté de la Manche, mais elle ne s'intéresse guère aux tentatives menées au même moment pour instituer une véritable discipline épidémiologique, avec il est vrai une plus grande intensité (et plus de succès) en Angleterre qu'en France. Ce fut pourtant bien là une entreprise disciplinaire complémentaire des efforts plus œcuméniques pour promouvoir les *vital statistics* et W. Farr comptait d'ailleurs parmi les membres fondateurs de la London Epidemiological Society.

LUC BERLIVET

1 - Ian HACKING, « Biopower and the avalanche of printed numbers », *Humanities in Society*, 5, 1982, p. 279-295.

Jack P. Greene (éd.)

Exclusionary empire: English liberty overseas, 1600-1900

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, XIII-305 p.

Après l'ancienne Constitution¹, voici un recueil d'articles qui définit et circonscrit la « Consti-

tution impériale » du monde britannique. Du point de vue historiographique, il n'est pas certain que cet ouvrage représente un tournant, et pourtant son éditeur (un grand historien des colonies américaines) est conscient et même surpris d'être si novateur. Selon Jack Greene, pour la première fois son recueil s'interroge sur ce que devient la liberté anglaise à partir du moment où elle est entraînée dans l'expérience planétaire de la colonisation. Même en l'absence d'un *imperial turn*, l'importance politique de ce sujet n'échappera pas au lecteur. Le glissement vers l'empire d'un monde identifié par son caractère libertain mène au projet libéral du XIX^e siècle et, au-delà, aux contradictions et aux défis de la mondialisation et de la vie politique contemporaine.

Que devient la liberté du sujet britannique, comment survit-elle dans les terres lointaines et dans des structures différentes de celles de Westminster ou de son *shire*? Voilà une question souvent posée. Comment la liberté (d'inspiration républicaine) met-elle fin à elle-même? Telle est la problématique héritée de Machiavel et qui est devenue un repère majeur dans la vie intellectuelle de notre temps. Ces pistes de réflexion sont démultipliées et recomposées dans le présent ouvrage, où dix spécialistes examinent des cas aussi variés que les colonies américaines et le devenir de la jeune République, les provinces loyalistes du Canada, les îles telles que l'Irlande, la Jamaïque, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, les pays aussi complexes et divisés que l'Inde ou l'Afrique du Sud... Le travail de rédaction a été coordonné dans le souci de promouvoir le dialogue entre ces articles, si bien que le lecteur pourra être sensible aux discontinuités comme aux continuités instaurées par une large perspective (1600-1900!).

Pour commencer, l'ouvrage aide à comprendre en quoi la liberté anglaise ne peut être réduite à ce qui semble être ses fondements et ses formes les plus vénérables – le droit coutumier (*common law*), l'état de droit (*rule of law*), l'existence d'un Parlement et l'usage de jurys constitués par des pairs de l'accusé. Si parfois une impulsion « mimétique » explique la mise en place d'institutions à l'anglaise, celle-ci fut aussi le fruit de cultures et de contraintes locales, le résultat de tensions avec d'autres modèles comme celui de la Révolution française

ou le ressort présumé d'une ancienne Constitution propre au pays... Par ailleurs, on constate que la propriété privée joue un rôle moteur moins important ici que le commerce. En s'attachant toujours plus à cette liberté médiévale qu'est le commerce, la liberté anglaise tend à se confondre avec la liberté de passage, et ces deux formes – commerce et mouvement – sont soutenues avec une force croissante par la politique anglaise, puis britannique, au cours du XVII^e et du XVIII^e siècle. Dans ce sens, l'Irlande n'est pas le prototype de l'empire dans son ensemble, et « l'accident » qui consiste à voir la liberté anglaise transportée en dehors de l'espace national n'en est guère un ; c'est l'expression même de la liberté. Ainsi, la « négligence salutaire » que le parlementaire Edmund Burke voyait à l'œuvre dans la construction impériale pourra paraître comme l'expression d'une économie basée sur le laisser-faire.

Loin d'être singulière, la liberté anglaise est donc par définition « plurielle et plastique » (p. 29 et 49) et assortie d'une étonnante « plasticité des conceptions d'autorité légitime » dans le monde britannique (p. 198). Cela explique pourquoi elle ne pouvait pas admettre « les prétentions exclusionnistes » de la diplomatie espagnole quant à l'espace des océans (p. 45) : dès 1750, l'océan Atlantique sera ouvert sans entrave à la navigation anglaise ainsi que l'océan Pacifique à partir de 1790. Cette revendication étatique explique en partie comment la liberté allait bientôt se trouver en porte-à-faux avec elle-même. Car un ensemble de valeurs et d'habitudes censées garantir la liberté des personnes et de la collectivité a rapidement produit des systèmes politiques qui permettaient le déplacement et l'exclusion de classes entières de la population, y compris sous la forme absolue d'un refus de liberté et de mouvements personnels, l'esclavage. Ainsi, *Exclusionary* est un terme technique qui semble peu usité en anglais en dehors du cadre juridique des États-Unis, et il est sans analogie évidente en français. Il nous renvoie au langage des Constitutions plutôt qu'à une expérience de l'exclusion qui est, elle, cruellement directe et familière.

Le commerce n'est pas la seule forme de liberté interrogée dans ce recueil. La liberté « protestante » est bien sûr analysée dans le contexte irlandais et ailleurs, de même que la

liberté des régimes de populations blanches (*settler colonies*) dont le sort contraste tant avec les régimes des peuples « dépendants ». Cependant, la contribution la plus intéressante du recueil a trait à un domaine plus inattendu et qui chevauche ces deux systèmes, au nom (semble-t-il) de la Constitution : en effet, plusieurs articles examinent comment la voie de l'*exclusionary* passe aussi par la revendication d'exclusivité du Parlement britannique lui-même. Certains éléments de cette histoire sont bien connus. Afin de rationaliser le processus d'expansion territoriale dans le Nouveau Monde, le Parlement tente de remplacer la Couronne et de se poser comme puissance impériale. Ce geste est bien compris par le grand juriste Sir William Blackstone qui est prêt, en 1769, à reconnaître au Parlement britannique une « autorité souveraine et incontrôlable ». La souveraineté du Parlement sera primordiale dans des contextes aussi variés que la mise en faillite au XVIII^e siècle du Parlement irlandais, le souhait de faire gouverner d'autres territoires par un administrateur répondant directement au Parlement, et la tentative de faire fonctionner une assemblée au sein même de la Compagnie des Indes orientales. Il s'ensuit que la démocratisation des colonies et leur passage à l'autonomie feront appel au régime parlementaire tout en le redoutant parfois comme instance. Citons ici les pages importantes de Peter Onuf sur l'incitation, dès la création de la jeune République américaine, à doter d'une personnalité juridique ses habitants, ses États et ses corporations afin de mieux résister aux dérives possibles d'un État fédéral, et le regard sceptique et informé de James Belich, spécialiste de la Nouvelle-Zélande, qui pose la question de savoir si les institutions comptent autant que l'on imagine dans ces cas de croissance extraordinaire que sont les grandes vagues d'émigration du XIX^e siècle.

Pour résumer, cet ouvrage parvient à nous faire comprendre les forces qui ont prévalu à la création des lois et institutions d'aujourd'hui dans les ex-colonies britanniques. Il est frappant dans ce contexte qu'*Exclusionary empire* n'ait nullement recours aux grandes théories contemporaines sollicitées habituellement pour réfléchir sur la liberté : la liberté positive ou négative du philosophe Isaiah Berlin, les

élaborations ultérieures de cette problématique par Quentin Skinner, etc. Ce n'est pas une affaire de surdité. L'histoire se donne ici la tâche de penser la liberté en soulignant ses multiples formes d'expression et en offrant « des leçons fluides et souvent contradictoires » (p. 131).

ROBERT MANKIN

1 - Depuis l'ouvrage de J. G. A. POCKOCK, *The ancient constitution and the feudal law: A study of English historical thought in the seventeenth century*, Cambridge, University Press, 1957, la littérature sur ce thème est devenue abondante.

Christopher Leslie Brown

Moral capital: Foundations of British abolitionism

Chapel Hill, North Carolina Press, 2006, 480 p.

En 2007, cet ouvrage a reçu le prix Frederick Douglass (1818-1895) du meilleur livre consacré à l'esclavage ou son abolition. Cette histoire morale des chrétiens abolitionnistes, des débuts de la colonisation britannique aux années 1780, se donne pour objectif d'expliquer les raisons de la naissance du mouvement abolitionniste en Grande-Bretagne. Il s'agit d'une étude sur les tentatives naissantes, souvent individuelles, de lutte contre l'esclavage avant qu'elles ne se fédèrent dans le mouvement abolitionniste. L'ouvrage se veut une réflexion sur l'écart qui existe entre opinion morale et action politique.

L'ouvrage est divisé en quatre parties : la première étant consacrée aux premières prises de positions anti-esclavagistes, avant la naissance du mouvement abolitionniste, la deuxième aux politiques esclavagistes dans les années 1760 et 1770, ainsi qu'au combat de Granville Sharp énonçant les obligations de l'empire britannique, empire de liberté. La troisième partie s'attache à la recherche des solutions. En effet, au lieu d'abandonner le mythe d'un empire de liberté, les Britanniques cherchent à mettre en conformité les faits avec le mythe national. La quatrième partie montre la structuration du mouvement abolitionniste.

Christopher Brown évoque la genèse du mouvement anti-esclavagiste britannique dans les premiers États européens à pratiquer la

traite négrière. Il cite l'exemple de témoins en pleurs lors du débarquement d'une cargaison d'esclaves africains dans le port de Lagos en 1444. Le théologien espagnol Thomas Mercado condamne la brutalité du passage du milieu en 1569. L'auteur montre que ces premières protestations s'inscrivent dans une logique d'expression de sentiments moraux et non dans un raisonnement sur l'égalité humaine.

C. Brown souligne le conflit qui existe entre la défense des intérêts coloniaux de l'empire et la préservation des droits et libertés. Peu adoptent l'idée de G. Sharp selon laquelle ce sont les injustices commises dans les colonies qui provoqueront la chute de l'empire. En 1781, un pasteur évoque le « déclin de l'état moral de l'empire britannique ». Pour G. Sharp, c'est l'injustice qui a mis à bas l'empire britannique à la suite de la défaite de la guerre d'indépendance américaine. Outre les figures connues de Thomas Clarkson et William Wilberforce, l'auteur met en avant des figures méconnues de l'anti-esclavagisme britannique comme le quaker Anthony Benezet ou Maurice Morgann, sous-secrétaire aux affaires américaines. M. Morgann aurait rédigé en 1772 un plan pour l'abolition de l'esclavage dans les Indes occidentales, qui proposait d'établir dans le district de Pensacola, dans la Floride alors britannique, des travailleurs africains libres. Partant du présupposé que les travailleurs libres produisent davantage que les esclaves, le développement de cette colonie sans esclaves aurait obligé les autres colonies à abandonner l'esclavage. Même au sein de l'administration coloniale britannique, il y avait des anti-esclavagistes.

L'auteur montre le rôle important joué par la guerre d'indépendance américaine dans le développement de l'anti-esclavagisme en Grande-Bretagne. Dans l'opinion britannique, certains qualifient les insurgés américains de tyrans esclavagistes hypocrites. Tout en dénonçant les colons américains, les abolitionnistes s'attaquent aux autorités britanniques, jugées complices. Cette complicité est décrite comme un vice collectif ; à l'inverse, l'opposition à l'esclavage devient une preuve de vertu. Certains développent l'idée que la loi doit être commune à tous les habitants de l'empire britannique, qu'ils vivent en Grande-Bretagne ou dans les colonies et, par conséquent, qu'il est

nécessaire d'abolir l'esclavage. L'abolition est alors considérée comme un moyen d'attacher à la couronne britannique les esclaves émancipés. Lors de la guerre d'indépendance, les chefs de l'armée britannique arrivent à la même conclusion et affranchissent les esclaves appartenant aux insurgés. Un abolitionniste, Samuel Johnson, demande qu'il soit fourni aux esclaves des armes à feu et des outils pour l'agriculture afin d'en faire des gens plus honnêtes et plus reconnaissants que leurs maîtres. D'autres réclament des lois pour protéger les esclaves des excès de leurs maîtres. En 1780, Edmund Burke propose la création d'un procureur général des nègres dans chaque colonie, chargé d'instruire les plaintes des esclaves et de donner la liberté aux esclaves à talent. Il réclame également le contrôle des opérations de traite par la Navy ; dans les comptoirs britanniques africains, des inspecteurs appointés par la Grande-Bretagne superviseraient et approuveraient les ventes d'esclaves. Selon C. Brown, ces projets de réforme de l'esclavage portent en germe les missions de civilisation, de christianisation et de commerce de la politique impériale au XIX^e siècle, mais l'indépendance américaine interrompt les efforts d'extension d'une règle impériale. La stratégie militaire britannique durant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes constitue à soutenir, secourir et étendre l'économie de plantation. Aussi, les premiers activistes anti-esclavagistes échouent en raison de l'absence de programme de réformes viable. Dans les années 1780, les activistes concentrent leur combat sur l'abolition de la traite négrière tandis que des projets de colonisation de l'Afrique apparaissent.

L'auteur montre que si pour les mouvements évangéliques, l'abolition de l'esclavage est une fin en soi, pour des raisons morales, elle est aussi une stratégie dans leurs offensives contre l'Église anglicane. Les quakers déposent leur première pétition abolitionniste devant la Chambre des Communes en 1782, puis établissent les premiers comités anti-esclavagistes dans les Antilles britanniques. Pour certains, l'esclavage est un obstacle au développement du christianisme. C. Brown souligne que les campagnes abolitionnistes ont su toucher l'opinion publique. En effet, les ressorts moraux des campagnes abolitionnistes ne pouvaient que

recueillir un accueil favorable dans une population qui se vit comme chrétienne, morale et libre. Pendant six mois, en 1788, une centaine de pétitions réclamant l'abolition de l'esclavage sont reçues à la Chambre des Communes. L'auteur montre que la morale religieuse joue un rôle primordial dans l'abolitionnisme britannique. En 1807, lorsque la traite est abolie, T. Clarkson estime que c'est un accomplissement de la volonté divine.

Les conclusions de C. Brown, selon lesquelles les activistes abolitionnistes, considérés non pas comme des utopistes fanatiques mais comme des exemples moraux, ont rencontré une grande adhésion populaire au cours de leur campagne, sont convaincantes. Il faut enfin souligner la richesse de la documentation consultée par l'auteur, comme en témoignent les abondantes notes de bas de page. La présence d'un index des personnes, des lieux, mais aussi des thèmes rend le livre d'un accès facile. Avec *Lumières et esclavage* de Jean Ehrard, cet ouvrage constitue un apport capital à notre connaissance des premières initiatives anti-esclavagistes au XVIII^e siècle.

FRÉDÉRIC RÉGENT

John Darwin

The empire project: The rise and fall of the British world-system, 1830-1970
Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 814 p.

The empire project se situe au croisement de deux mouvements historiographiques en plein essor dans les universités anglophones : l'histoire globale fondée sur l'analyse des circulations et des connexions et les études sur le « monde britannique » (*British world*) qui tentent de restituer l'importance des relations entre le Royaume-Uni et ses colonies de peuplement (*White colonies*). John Darwin, spécialiste de la décolonisation britannique¹, avait déjà réinséré l'expérience coloniale anglaise dans le temps long de l'histoire des empires européens et asiatiques dans son *opus magnum*, *After Tamerlan: The global history of empire since 1405*, publié en 2007. Dans son nouvel ouvrage, l'historien oxonien, à la suite de ses collègues cambridgiens Ronald Hyam et Christopher

Bayly, propose un nouveau décentrement du regard de l'historien afin d'embrasser l'ensemble des territoires et des populations en contact avec les Britanniques. En effet, après l'*Imperial Turn* des années 1990 qui a invité les spécialistes de l'histoire des îles Britanniques à prendre en compte l'empire, nous expérimentons sans doute aujourd'hui un *Global Turn* : il semble désormais difficile d'appréhender l'histoire d'un empire sans considérer ses interactions avec le reste du monde.

Ce changement d'échelle permet d'analyser conjointement le rôle de l'empire dans la transformation du Royaume-Uni en puissance mondiale et l'influence des relations politiques et économiques internationales sur l'évolution de la puissance impériale britannique. Cette approche globale conduit donc l'auteur à mesurer l'importance du fait impérial dans l'histoire métropolitaine mais aussi dans l'histoire mondiale. Il s'agit, selon lui, d'étudier les interactions continues entre les tensions internes de l'empire britannique (désaccords sur la politique coloniale) et les contraintes exogènes (changements géopolitiques, économiques et culturels). Pour ce faire, J. Darwin s'inspire implicitement de la notion d'« empire informel » formulée par John Gallagher et Ronald Robinson pour forger le concept de « système-monde britannique » qui dépasse largement les frontières de l'empire colonial. Les principales composantes de ce système international – la Grande-Bretagne, l'Inde, les dominions et un « vaste royaume virtuel d'intérêts économiques » commandé par la *City* – sont liées par une forte interdépendance matérialisée par les réseaux de bases militaires et navales ainsi que par les flux de migrants, de biens, de capitaux et d'informations qui constituent en réalité les fondements « dynamiques » de la puissance globale britannique. Ce « système britannique », loin d'être autonome, s'avère largement dépendant du reste du monde. Et J. Darwin de souligner le rôle de la géopolitique dans l'expansion ultramarine qui n'eut rien d'inévitable. En effet, la domination britannique a été longtemps conditionnée par quatre facteurs qui lui échappaient largement : le maintien de l'équilibre des puissances en Europe, la neutralité des États-Unis, la crise politique des grands empires asiatiques et l'évolution de l'économie mondiale.

Toutefois, le lecteur pourra s'interroger sur la pertinence du terme « système » pour désigner un ensemble politique que l'auteur lui-même qualifie d'incohérent. La substitution de l'expression « système-monde » au terme « empire » pourrait en outre être interprétée comme une euphémisation du fait colonial. Si cet ouvrage ne peut être suspecté d'un tel révisionnisme, l'usage de ce lexique traduit cependant la force d'attraction du nouveau paradigme du *British world* qui, à la suite de Carl Bridge et Kent Fedorowich, défend une vision décentrée mais excessivement irénique d'un empire constitué essentiellement par la métropole et les dominions². L'approche systémique a par définition tendance à surestimer l'importance des circulations et de la *Pax Britannica*; d'autre part, elle sous-évalue les tensions entre métropole et dominions, la relation de domination et *a fortiori* la violence qui sous-tendent toute situation coloniale. Enfin, l'idée de « système-monde britannique » semble contredire l'hypothèse la plus stimulante de ce livre : paraphrasant Adam Smith, J. Darwin affirme que l'expansion britannique n'a jamais constitué véritablement un empire mais plutôt un projet impérial fragile et inachevé. L'expansion coloniale ne procède pas d'un plan officiel mais a été suscitée de façon « chaotique » par des groupes de pression politiques et économiques aux intérêts souvent contradictoires. Sur le plan juridique et administratif, l'empire britannique n'est, à son apogée, qu'un agrégat incohérent d'une centaine d'entités aux statuts très différents. L'auteur aurait sans doute mieux incarné son histoire panoramique de l'impérialisme en analysant et en situant les différentes pratiques administratives britanniques et le rôle des élites autochtones au sein de l'État colonial. Sur le plan idéologique, le projet impérial se caractérise par ses constantes fluctuations et son hétérogénéité : les gouvernements successifs ont été incapables d'imposer une politique coloniale cohérente et l'empire a toujours divisé l'opinion publique britannique. Dans le domaine politique, l'empire n'est bien souvent qu'une fiction : « Sur la demi-douzaine d'États dont la fidélité était vitale pour la puissance britannique en 1914, un seul obéissait directement aux ordres de Londres » (p. xi). Il appartient maintenant aux

historiens de se saisir de cette question des limites de l'exercice de la domination coloniale en la soumettant à l'épreuve de la diversité des situations. La contradiction apparente entre le titre (le « projet ») et le sous-titre (le « système ») de l'ouvrage révèle non seulement la pluralité des situations coloniales mais aussi la difficulté des historiens actuels à définir ce qui fait empire.

Cette première grande histoire globale de l'empire britannique aux XIX^e et XX^e siècles marque une nouvelle étape dans l'historiographie anglophone mais aussi, gageons-le, française puisque cet ouvrage correspond parfaitement à l'esprit et à la lettre du sujet d'histoire contemporaine des concours du CAPES et de l'agrégation 2010-2011. J. Darwin a mobilisé une érudition considérable sur les quatre coins du monde, convoqué des historiographies « nationales » et des archives très variées et réussit le tour de force de concevoir un récit passionnant qui, bien que structuré par une trame exclusivement chronologique, parvient à thématiser les principales questions de l'histoire impériale britannique.

PIERRE SINGARAVÉLOU

1 - Il a notamment publié *Britain and decolonization: The retreat from empire in the post-war world*, New York, St. Martin's Press, 1988 et *The end of the British empire: The historical debate*, Oxford/Cambridge, Blackwell, 1991.

2 - Carl BRIDGE et Kent FEDOROWICH (éd.), *The British world: Diaspora, culture and identity*, Londres, Frank Cass, 2003.

Kevin Grant, Philippa Levine et Frank Trentmann (éd.)

Beyond sovereignty: Britain, empire, and transnationalism, c. 1880-1950
Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan, 2007, vii-250 p.

Les empires coloniaux sont régulièrement convoqués pour illustrer la nécessité et les apports des approches transnationales centrées sur les flux de personnes, d'idées, d'objets et sur les réseaux et les espaces inter ou supranationaux constitués par ces flux. Ainsi les diasporas et les migrations contemporaines,

souvent citées comme objets emblématiques de telles approches, ont de toute évidence partie liée avec les colonisations et leurs héritages. Les trois éditeurs de cet ouvrage – Kevin Grant, spécialiste du renouveau de l’anti-esclavagisme britannique au début du xx^e siècle, Philippa Levine, spécialiste d’histoire du genre dans l’empire britannique et Frank Trentmann, spécialiste de l’histoire de la consommation en Grande-Bretagne et dans l’empire britannique – partent de ce constat pour faire une proposition pragmatique : réunir des études de cas éclairant les dimensions transnationales dans lesquelles se sont inscrits les logiques et les acteurs de l’empire britannique entre 1880 et 1950. Il s’agit donc de creuser en amont les perspectives ouvertes par les approches transnationales, souvent réduites *a priori* à la seconde moitié du xx^e siècle. Sur ce plan, l’un des apports de l’ouvrage est de ramener l’attention vers les importantes transformations qui se cristallisent au moment de la Première Guerre mondiale.

Le deuxième enjeu signalé dans l’introduction est plus original et plus convaincant. Si le « tournant impérial », qui replace systématiquement les évolutions métropolitaines dans un ensemble impérial mouvant et hétérogène, a été un élargissement très profitable du champ de l’histoire britannique, l’empire ne doit pas devenir pour autant le seul cadre de référence. En invitant à situer l’empire britannique dans les dynamiques transnationales qui confortent, infléchissent, éventuellement contestent ses fonctionnements, l’ouvrage contribue à la réflexion sur la notion quelque peu opaque d’empire. Examiner les interactions entre logiques impériales et logiques transnationales permet en particulier de saisir les élaborations et le fonctionnement de la souveraineté, en faisant l’hypothèse qu’elle est toujours une synthèse complexe et instable de dynamiques nationales, impériales et transnationales et un enjeu âprement disputé.

Les contributions les plus intéressantes du volume sont celles qui montrent précisément comment des acteurs et des enjeux impériaux s’inscrivent dans un champ transnational et transimpérial d’activités et de débats en jouant des ressources que celui-ci propose. Sans surprise, elles revisitent des points forts des

recherches sur l’empire britannique. Ainsi, les essais de Thomas Metcalf et de Robert Gregg, sur l’utilisation des recrues sikhs dans la police impériale britannique et sur la surveillance des réseaux activistes nationalistes dans l’empire ou issus de l’empire, partent des importants travaux sur la police dans l’empire britannique. Ils montrent que la souveraineté se construit dans les interfaces mouvantes entre logiques impériales et logiques nationales et transnationales. Ressource impériale réclamée jusqu’en Afrique de l’Ouest au début du xx^e siècle, les Sikhs deviennent un danger lorsqu’ils suscitent des réactions nationalistes de rejet, mais aussi lorsqu’ils mettent leurs compétences réputées au service d’autres empires. R. Gregg souligne de son côté que la convergence des contestations nationalistes, des Irlandais aux Indiens, est à la fois une possibilité et une hantise et que l’internationalisation de la surveillance policière érode implicitement la logique impériale. La contribution de Douglas Haynes sur les circuits transnationaux de formation des médecins colonisés ou issus des dominions montre de façon très originale comment l’expérience impériale construit des formes d’exclusivisme métropolitain, en l’occurrence une définition étroitement nationale de la profession médicale. Faute de place pour eux dans les facultés métropolitaines, les médecins originaires de l’empire sont contraints de soumettre leurs formations internationales à des certifications renforçant la dissymétrie avec les médecins formés en Grande-Bretagne, compétents *a priori* pour exercer dans l’empire. L’essai de John Stuart sur les débats et les logiques transnationales des missionnaires et des indigènes qui investissent en particulier le réseau des Young Men/Women Christian Associations est celui qui creuse le plus la problématique générale de l’ouvrage en proposant une brillante analyse de la notion de « supranationalité », élaborée par les missionnaires à partir de la Première Guerre mondiale, et de ses usages par des acteurs (missionnaires et chrétiens indigènes) qui sont à la fois étroitement associés et engagés dans des stratégies divergentes.

L’analyse des débats qui surgissent à la charnière et dans la rencontre entre logiques impériales et logiques internationales est un autre

point d'entrée important. Sur des plans différents et très complémentaires, F. Trentmann et Madhavi Kale proposent deux études exemplaires. Centré sur la métropole, l'essai de F. Trentmann montre comment l'empire est le théâtre où finit de s'user le dogme du libre-échange avant la Première Guerre mondiale et comment il sert dans les années 1920 de support à la réflexion sur la coopération internationale et sur l'évolution nécessaire des liens entre souveraineté et nationalité née des expériences de la guerre. La contribution de M. Kale s'inscrit dans la richissime histoire impériale critique de l'Inde britannique. Il analyse les enjeux, pour les Britanniques et pour les Indiens, du premier rapport sur le cinéma indien (1927), enterré parce qu'il démontre la prédominance de la production indienne, les films impériaux devant être protégés, mais aussi parce que le discours sur la nécessité d'une censure impériale est aussitôt retourné par une virulente et efficace contestation de la vision britannique, et plus largement occidentale, de l'Inde. Faisal Devji et P. Levine insistent plutôt sur des dynamiques si paradoxales qu'elles jouent le rôle moins valorisant d'éteignoirs. F. Devji montre comment l'imaginaire transnational mobilisé par les discours sur l'identité musulmane conduit à la construction nationale du Pakistan. P. Levine va au-delà de la seule analyse discursive en montrant comment les élargissements, successifs et en partie contradictoires, de la législation sur le consentement féminin escamotent finalement les contradictions inhérentes à une politique de protection qui contresigne l'assujettissement des femmes et conforte les représentations raciales existantes. Elle insiste sur la faible cohérence du dispositif d'ensemble et invite en conclusion à mieux prendre en compte l'hétérogénéité de l'espace impérial.

Les deux dernières contributions, celle de Barbara Metzger sur la répression du trafic des femmes et des enfants et celle de K. Grant sur l'affaiblissement de l'anti-esclavagisme, désarmé par son institutionnalisation *via* la Société des Nations puis l'Organisation des Nations unies, font apparaître deux difficultés. D'une part, elles relèvent d'une histoire institutionnelle trop désincarnée qui n'est pas sans rappeler l'histoire diplomatique classique et qui ne réussit pas vraiment à rejoindre les dynamiques de l'histoire impériale. Leurs conclusions sont inverses. B. Metzger salue assez naïvement l'ampleur de la tâche accomplie, en particulier dans la formalisation des liens entre associations et Société des Nations, alors que K. Grant signale que cette formalisation est frappée d'interdit dès lors qu'il s'agit des colonies et de leur gestion. L'effet de miroir est trop évident entre la sollicitude vis-à-vis des femmes et des enfants et le cynisme qui préside au maintien de l'esclavage au nom du développement économique des colonies, pour qu'on ne regrette pas que les deux contributions soient simplement juxtaposées sans aucune discussion de leur divergence. Elles se heurtent d'autre part à la limite du cadre défini par l'ouvrage : la restriction à l'empire britannique qui ne fait plus sens pour l'étude de la Société des Nations, structure internationale et inter-impériale. Mais il serait injuste de leur reprocher de ne pas entrer assez avant dans l'analyse de l'articulation entre dimension impériale et dimension transnationale en interrogeant la nature « internationale » de situations où des empires cohabitent en force avec des nations. C'est en effet le grand mérite de cet ouvrage collectif de dégager une telle interrogation et de proposer un premier ensemble de travaux convaincants.

EMMANUELLE SIBEUD